



KPMG SA
2 rue Pierre Simon de Laplace
BP 65811
57078 Metz

MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68"

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68"
9 Avenue Konrad Adenauer 68390 SAUSHEIM

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
2 rue Pierre Simon de Laplace
BP 65811
57078 Metz

MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68"

9 Avenue Konrad Adenauer 68390 SAUSHEIM

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68",

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68" relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Metz, le 10 juin 2026

KPMG SA

Sandrine Signature numérique
de Sandrine Demesse
Demesse Date : 2026.06.10
18:09:12 +02'00'

Sandrine DEMESSE

Associée

Bilan et Résultat Association

MEF68						
BILAN ACTIF						
Période du 01/01/2025 au 31/12/2025			Présenté en Euros			
ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Frais d'établissement (I)						
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais de développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	94 173	90 827	3 346	0,10	6 410	0,15
. Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations	1 000	395	605	0,02	1 000	0,02
. Créances rattachées à des participations						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres immobilisations financières						
TOTAL (II)	95 173	91 222	3 951	0,12	7 410	0,17
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés						
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres créances	1 908 036		1 908 036	59,40	3 061 933	71,12
Charges constatées d'avance	5 555		5 555	0,17	4 300	0,10
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	1 294 456		1 294 456	40,30	1 231 631	26,61
TOTAL (III)	3 208 046		3 208 046	99,88	4 297 865	99,83
Frais d'émission des emprunts (IV)						
Primes de remboursement des emprunts (V)						
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	3 303 219	91 222	3 211 997	100,00	4 305 275	100,00

MEF68

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	1 140 312	35,50	1 198 816	27,85
Excédent ou déficit de l'exercice	-49 956	-1,55	-58 504	-1,35
Situation nette (sous total)	1 090 356	33,95	1 140 312	26,49
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	1 090 356	33,95	1 140 312	26,49
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	39 507	1,23	28 032	0,65
TOTAL (II)	39 507	1,23	28 032	0,65
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	43 476	1,35	29 540	0,69
TOTAL (III)	43 476	1,35	29 540	0,69
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2	0,00	2	0,00
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 658	1,42	45 891	1,07
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	132 182	4,12	884 387	20,54
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	1 860 815	57,93	2 177 111	50,57
Produits constatés d'avance				
TOTAL (IV)	2 038 658	63,47	3 107 391	72,18
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 211 997	100,00	4 305 275	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

FIBA - HAUT RHIN SAS

MEF68

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
- Ventes de biens						
- dont ventes de dons en nature						
- Ventes de prestations de services						
- dont parrainages						
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	2 625 664	94,72	2 426 691	95,16	198 973	8,20
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible						
- Ressources liées à la générosité du public						
- Dons manuels						
- Mécénats						
- Legs, donations et assurances-vie						
- Contributions financières	73 500	2,65	14 500	0,57	59 000	406,90
Reprises sur amortiss., dépréciat.et provisions			16 675	0,65	-16 675	-100,00
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles						
Utilisations des fonds dédiés	28 032	1,01	63 203	2,48	-35 171	-55,64
Autres produits	23 242	0,84	12	0,00	23 230	N/S
Total des produits d'exploitation (I)	2 750 438	99,22	2 521 082	98,86	229 356	9,10
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Achats de marchandises						
Variations stocks						
Autres achats et charges externes	110 412	3,98	129 612	5,08	-19 200	-14,80
Aides financières	1 628 551	58,75	1 409 511	55,27	219 040	15,54
Impôts, taxes et versements assimilés	57 634	2,08	55 331	2,17	2 303	4,16
Salaires et traitements	587 561	21,20	577 723	22,65	9 838	1,70
Cotisations sociales	212 926	7,68	252 572	9,90	-39 646	-15,69
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 064	0,11	6 754	0,26	-3 690	-54,62
Dotations aux provisions	13 936	0,50	5 571	0,22	8 365	150,15
Valeurs comptables des immobilisations incorpor. et corporelles						
Reports en fonds dédiés	39 507	1,43	28 032	1,10	11 475	40,94
Autres charges	164 833	5,95	121 625	4,77	43 208	35,53
Total des charges d'exploitation (II)	2 818 425	101,68	2 586 733	101,43	231 692	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-67 988	-2,44	-65 651	-2,56	-2 337	-3,55
PRODUITS FINANCIERS:						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	21 519	0,78	26 474	1,04	-4 955	-18,71
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des immobilisations financières cédées						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie						
Total des produits financiers (III)	21 519	0,78	26 474	1,04	-4 955	-18,71
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	395	0,01			395	N/S
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						

FIBA - HAUT RHIN SAS

MEF68

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
Total des charges financières (IV)	395		395	N/S
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	21 124	26 474	-5 350	-20,20
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-46 863	-39 178	-7 685	-19,61
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Total des produits exceptionnels (V)		2 661	-2 661	-100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Total des charges exceptionnelles (VI)		17 130	-17 130	-100,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-14 469	14 469	-100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 093	4 857	-1 764	-36,31
Total des produits (I + III + V)	2 771 957	2 550 216	221 741	8,69
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 821 913	2 608 720	213 193	8,17
EXCEDENT OU DEFICIT	-49 956	-58 504	8 548	14,61
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	35 805	35 805		
Bénévolat				
TOTAL	35 805	35 805		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens	35 805	35 805		
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL	35 805	35 805		

FIBA - HAUT RHIN SAS

Annexe

Annexe

Le bilan de l'exercice clos au 31 décembre 2025, le compte de fonctionnement et de résultats 2025 et l'annexe ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 relatif au plan comptable général et pour la première année d'application, conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2022-06 et ANC 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers.

La durée de l'exercice est de 12 mois couvrant l'année civile.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1) Changement de réglementation comptable – Première application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03

L'exercice clos le 31 décembre 2025 constitue le premier exercice d'application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers ainsi que du règlement ANC n° 2023-03.

L'application de ces nouveaux textes a conduit à une évolution de la présentation de certains postes des comptes annuels et à la suppression ou à la modification de certains comptes du plan comptable antérieurement utilisés par l'association. Les nouvelles dispositions ont été appliquées à compter du 1er janvier 2025, sans retraitement des données comparatives de l'exercice précédent.

Les principaux changements de présentation concernent les comptes suivants :

Compte utilisé en 2024	Libellé	Montant 2024 (€)	Compte utilisé en 2025	Libellé	Montant 2025 (€)
772000	Produits sur exercices antérieurs	2 661,07	758000	Produits divers de gestion courante	Néant
791000	Aide à la formation	9 400,87	649000	Remboursements de charges de personnel	3 978,90
791020	Aide DRFIP – CUI-CAE	7 274,55	649020	Aide DRFIP – CUI-CAE	4 942,08
671503	Charges exceptionnelles MEF	15 806,66	658990	Charges exceptionnelles MEF	6 374,39
672000	Charges sur exercices antérieurs	1 298,49	658000	Autres charges de gestion courante	Néant

Ces modifications résultent de l'adaptation de la nomenclature comptable aux dispositions des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03. Elles traduisent une évolution de la présentation des opérations concernées et n'ont pas d'incidence sur le résultat, la situation nette ou la trésorerie de l'association.

2) Faits caractéristiques de l'exercice

La structure a réalisé une demande de rescrit fiscal pour lequel elle a reçu une réponse en date du 21 octobre 2025. Il ressort de ce rescrit que l'association MEF 68 peut être considérée comme étant d'intérêt général, au sens des articles 200 et 238 bis du CGI, et peut à ce titre délivrer des reçus fiscaux à ses donateurs, dans la mesure où les opérations concernées constituent effectivement des libéralités et à la condition de consacrer lesdits dons à une activité ayant le caractère social ou éducatif.

3) Règles et méthodes comptables générales

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'activité de l'association,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les immobilisations sont comptabilisées à leurs coûts d'acquisition augmentés de leurs éventuels coûts accessoires.

Le mode d'amortissement pratiqué est le mode linéaire et les durées d'amortissement appliquées sont les suivantes :

- Progiciels : 1 an,
- Matériel de bureau informatique : 3 ans,
- Mobilier de bureau : 10 ans.

4) Règles et méthodes spécifiques au secteur associatif

4.1) MEF68

Le code du travail à l'article L.5313-1 stipule : « *Les maisons de l'emploi, dont le ressort, adapté à la configuration des bassins d'emploi, ne peut excéder la région..., concourent à la coordination des politiques publiques et du partenariat local des acteurs publics et privés qui agissent en faveur de l'emploi, de la formation, de l'insertion et du développement économique. A partir d'un diagnostic partagé, elles exercent notamment une mission d'observation de la situation de l'emploi et d'anticipation des mutations économiques.*

...
En lien avec les entreprises, les partenariats sociaux, les chambres consulaires et les branches professionnelles, elles contribuent au développement de la gestion territoriale des ressources humaines. Elles mènent également des actions d'information et de sensibilisation aux phénomènes des discriminations à l'embauche et dans l'emploi et/ou relatives à l'égalité professionnelles et à la réduction des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les maisons de l'emploi qui respectent les missions qui leurs sont attribuées bénéficient d'une aide de l'Etat selon un cahier des charges dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Et à l'article R.5313-3 « *L'aide de l'Etat mentionnée à l'article L.5313-1 est attribuée, par le préfet de région, aux maisons de l'emploi, pour la mise en œuvre, à partir d'un diagnostic territorial, des actions suivantes :*

- 1° Participation à l'anticipation des mutations économiques ;*
- 2° Contribution au développement de l'emploi local ;*
- 3° Réduction des obstacles culturels ou sociaux à l'accès à l'emploi.*

Cette aide ne peut être attribuée qu'à la condition que la maison de l'emploi se constitue sous forme d'association ou sous forme de groupement d'intérêt public.

Les membres fondateurs à titre obligatoire doivent disposer de la majorité des voix au sein du conseil d'administration et du bureau ».

La convention n° 25/0102/06 signée le 18 juin 2025 entre l'Etat, représenté par le Préfet de la Région Grand Est, et par délégation, la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, d'une part

Et,

La Maison de l'emploi et de la formation 68, prévoit que l'Etat s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre du plan d'action suivant :

- Axe 1 : participer au développement de l'anticipation des mutations économiques :
 - Action 1.1 : analyses locales partagées et coordination d'actions,
 - Action 1.2 : GPEC territoriales,
 - Action 1.3 : GPEC Transfrontalière
- Axe 2 : contribuer au développement local de l'emploi :
 - Action 2.3 : clauses sociales.

L'Etat contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 103 579 € par cette convention conclue au titre de l'année 2025.

4.2) Le fonds social européen (dont le Plan local pour l'insertion et l'emploi)

MEF68 perçoit des subventions attribuées par le fonds social européen (FSE+) au titre du plan local pour l'insertion et l'emploi (Plie). Elle a la charge de redistribuer ces subventions aux opérateurs de l'insertion et de mesurer les résultats obtenus par ces derniers.

Le code du travail à l'article L.5131-2 stipule : « *afin de faciliter l'accès à l'emploi des personnes en grande difficulté d'insertion sociale et professionnelle dans le cadre de parcours individualisé en associant accueil,*

accompagnement social, orientation, formation, insertion et suivi, les communes et leurs groupements peuvent établir des plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi dans le ressort géographique le plus approprié à la satisfaction des besoins locaux. »

Et à l'article R.5131-3 « L'Etat apporte son concours, pour une durée maximale de 5 ans, à la mise en œuvre des plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi, dans le cadre d'accords conclus entre les collectivités intéressées... ».

Le 16 septembre 2022, le Préfet du Haut-Rhin, le Président de la Région Grand Est, le Président de la Collectivité européenne d'Alsace, le Président de la communauté d'agglomération Mulhouse Sud Alsace, le Maire de la commune d'Ensisheim ont signé le protocole d'accord du Plan local pour l'insertion et l'emploi (Plie) du pays de la région mulhousienne pour une période couvrant les années 2022 à 2026.

Ce protocole stipule :

Pour la période 2022-2027, MEF68 se voit déléguer une enveloppe du Fonds social européen FSE+ par la DREETS Grand-Est pour un montant total (hors Assistance technique) de 7 857 636,57 € dont 6 094 080,27 € pour la mise en œuvre des opérations réalisées dans le cadre du PLIE (Priorité 1, Objectif Spécifique H « Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés ».

FSE+ 2022-2027 :

Par la lettre du 31 mai 2022 le préfet de la Région Grand Est a signifié à la Maison de l'emploi et de la formation du pays de la région mulhousienne (Mef) sa qualité d'organisme intermédiaire gestionnaire du fonds social européen FSE+ dans le cadre de la programmation 2021-2027. Le montant de la subvention globale attribuée est de 8 063 970,57 € pour 2022-2027 se répartissant comme suit.

- Priorité 1 Objectif spécifique H « Favoriser l'inclusion active » :	6 094 080,27 €
- Priorité 1 Objectif spécifique L « Promouvoir l'intégration social » :	577 868,30 €
- Priorité 2 Objectif spécifique A « Améliorer l'accès à l'emploi » :	322 438,00 €
- Priorité 6 Objectif spécifique H « Favoriser l'innovation sociale » :	863 250,00 €
- Assistance Technique :	206 334,00 €
TOTAL	8 063 970,57 €

La première subvention globale FSE+ n°SG2022081 a été signée le 18 décembre 2023 pour la période 2022-2025. Le montant de la subvention globale attribuée sur cette période 2022-2025 est de 5 500 345,60 € (hors assistance technique) se répartissant comme suit :

- Priorité 1 Objectif spécifique H « Favoriser l'inclusion active » :	4 265 855,00 €
- Priorité 1 Objectif spécifique L « Promouvoir l'intégration social » :	404 509,76 €
- Priorité 2 Objectif spécifique A « Améliorer l'accès à l'emploi » :	225 705,84 €
- Priorité 6 Objectif spécifique H « Favoriser l'innovation sociale » :	604 275,00 €
TOTAL	5 500 345,60 €

Un avenant a été validé au Comité de Programmation régionale du 12 mars 2026 pour intégrer les tranches annuelles 2026 et 2027, conformément à l'article 4 de la convention de subvention globale. MEF68 est en attente de sa signature.

La nouvelle répartition des crédits FSE+ de la subvention globale 2022-2027 suite à l'avenant n°2 est la suivante :

- Priorité 1 Objectif spécifique H « Favoriser l'inclusion active » :	6 344 080,34 €
- Priorité 1 Objectif spécifique L « Promouvoir l'intégration social » :	627 868,23 €
- Priorité 2 Objectif spécifique A « Améliorer l'accès à l'emploi » :	322 438,00 €
- Priorité 6 Objectif spécifique H « Favoriser l'innovation sociale » :	563 250,00 €
- Assistance Technique :	206 334,00 €
TOTAL	8 063 970,57 €

La subvention globale est dotée au titre de l'assistance technique d'un montant maximal de 206 334 €, soit 3,75 % des crédits FSE+. Les crédits d'assistance technique sont versés à l'organisme intermédiaire en appliquant le taux de 3,75% au montant FSE+ déterminé dans le cadre des certificats de dépenses.

L'opération GPECT 2024-2025 a fait l'objet d'une demande de subvention auprès de la DREETS Grand-Est, MEF68 ne pouvant plus porter ce dispositif au niveau de sa subvention globale. Les opérations Fonds d'aide, Gérer son stress (Sophrologie), l'animation du PLIE, la Facilitation de la Clause Sociale (CPIE), et la FAPUS (Fabrique à utilité Sociale) ont fait l'objet d'une demande en 2025 sur la subvention globale. Les fonds à percevoir par l'Etat au titre du Fonds social européen FSE+ sur 2025, à savoir 343 256,54 €, ont été comptabilisées par le débit du compte « 441000 – Etat-FSE Subventions à recevoir » et le crédit des comptes 741489, 741481, 741483, 741484, 741487 et 741488 « Subventions Fonds social européen FSE+ », respectivement Priorité 3 Objectif spécifique G « GPECT », Priorité 1 OS H « Fonds d'aide » et « Gérer son stress », Priorité 1 Objectif spécifique H « Animation du PLIE » et Priorité 1 Objectif spécifique H « CPIE », Priorité 6 Innovation sociale et l'Assistance technique.

4.3) L'impôt sur les sociétés

Les intérêts des dépôts bancaires et comptes sur livret des organismes sans but lucratif et sans activité lucrative sont soumis à l'impôt sur les sociétés aux taux de 10 % et 24 %. Pour l'exercice 2025, l'impôt sur les sociétés s'élève à 3 093.00 € contre 4 857.00 € l'exercice précédent.

4.4) Les indemnités de fin de carrière

Un fonds collectif d'indemnités de fin de carrière dues aux salariés lors de leur départ en retraite a été souscrit auprès de CNP Assurances.

Le montant des indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2025 a été estimé avec les paramètres suivants : âge de départ en retraite : de 60 à 67 ans en fonction des années de naissance des salariés, taux de charges sociales : 60.0 %, taux d'évolution des salaires inflation comprise : 2.0 %, taux d'actualisation : 3.60 %.

Le montant des indemnités de fin de carrière disponible au 31 décembre 2025 auprès de CNP Assurances s'élève à 42 621.76 € contre 41 346.98 € au 31 décembre 2024.

A noter toutefois, qu'une salariée est partie en retraite au 31/12/2025 et que la somme de 26 823.80 € a été versée par CNP Assurances en janvier 2026 à ce titre. L'engagement théorique est par voie de conséquence impacté de ce montant puisque l'association a demandé le remboursement intégral de cette indemnité de fin de carrière de 26 823,80 € à l'assurance. Le montant correspondant a été constaté en créance à la clôture de l'exercice.

Le fonds correspondant, déduit de l'indemnité sollicitée auprès de l'assurance, n'est pas suffisant afin de couvrir l'engagement théorique au 31 décembre 2025. Ainsi, l'engagement théorique correspondant s'élève à 59 273,87 € et le fonds retraité de la créance sollicitée s'élève ainsi à 15 797,96 €. En conséquence, la provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à 43 475,91 € au 31 décembre 2025 comparativement à une provision de 29 539,69 € pour l'exercice précédent, soit une dotation de 13 936,22 € enregistrée au compte de résultat.

5) Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun évènement postérieur n'est à signaler.

6) Engagements hors bilan

Néant

7) Tableau des mouvements des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	À L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RÉSULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	À LA CLÔTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	1 140 312 €	-49 956 €			1 090 356 €
Excédent ou déficit de l'exercice	-49 956 €	49 956 €			0 €
Situation nette	1 090 356 €	0 €	0 €	0 €	1 090 356 €
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 090 356 €	0 €	0 €	0 €	1 090 356 €

8) Tableau des mouvements des fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DÉDIÉS ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS - Montant global	UTILISATIONS - Dont remboursements	TRANSFERTS	A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE - Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Facilitateur – Avenant Convention 24-25	28 031,96 €	0 €	- 28 031,96 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Facilitateur – Avenant Convention 25-26	0 €	29 473 €	- 1 437,27 €	0 €	0 €	28 035,73 €	0 €
AMI Sénior	0 €	46 611 €	- 35 139,61 €	0 €	0 €	11 471,39 €	0 €
TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	28 031,96 €	76 084 €	- 64 608,84 €	0 €	0 €	39 507,12 €	0 €
Contributions financières d'autres organismes							
Néant	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ressources liées à la générosité du public							
Néant	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL RESSOURCES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL GÉNÉRAL	28 031,96 €	76 084 €	- 64 608,84 €	0 €	0 €	39 507,12 €	0 €

9) Bénévolat

Le nouveau règlement ANC n° 2018-06 prévoit la comptabilisation, s'il est possible de le valoriser, du bénévolat.

Il a été évoqué au CA le fait de réaliser une valorisation de personnel en bénévolat (temps des membres du CA, du bureau, des membres de l'AG, etc..). Il en est ressorti des membres du CA que cela faisait partie pour la plupart (les institutionnels notamment) de leur travail et qu'ils étaient payé pour ça.

En conséquent, le CA considère que ces temps ne sont pas du bénévolat et ne doivent pas être indiqués dans les comptes annuels.

10) Contribution volontaire en nature

M2A met à disposition à titre gratuit des bureaux d'environ 206 m² situés au 2^{ème} étage de la Maison du Technopôle sis à Sausheim, 9 Avenue Konrad Adenauer. M2A estime que la valeur locative de ces locaux à 35 805 € pour 2025. Ce montant a été indiqué dans les comptes.

11) Informations autres que les transactions courantes conclues à des conditions normales

1. Convention entre la Maison de l'Emploi et de la Formation 68 « MEF68 » et l'agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace dénommée « l'Agence d'Attractivité MSA » pour une prestation visant à mutualiser leurs actions pour l'emploi et l'attractivité économique du territoire.

La MEF a émis une facture de 8 000 euros au titre de cette prestation de mise à disposition de personnel pour l'exercice clos au 31 décembre 2025.

2. Convention de prestation entre la Maison de l'Emploi et de la Formation 68 « MEF68 » et l'association pour le Technopole Mulhouse de la Région de Mulhouse, dénommée le Technopole.

La MEF a émis une facture de 30 000 euros au titre de cette prestation de mise à disposition de personnel pour l'exercice clos au 31 décembre 2025.

12) Rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS - CADRE GÉNÉRAL

Rubriques	Durée d'utilisation ou taux d'amortissement	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles		0 €	0 €	0 €	0 €
Immobilisations corporelles	De 2 à 10 ans	95 450 €	0 €	1 277 €	94 173 €
Immobilisations financières		1 000 €	0 €	0 €	1 000 €
TOTAL		96 450 €	0 €	1 277 €	95 173 €

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS - CADRE GÉNÉRAL

Rubriques	Durée d'utilisation ou taux d'amortissement	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles			0 €	0 €	0 €	0 €
Immobilisations corporelles	De 2 à 10 ans	Linéaire	89 040 €	3 064 €	1 277 €	90 827 €
Immobilisations financières			0 €	395 €	0 €	395 €
TOTAL			89 040 €	3 459 €	1 277 €	91 222 €

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS – AMÉNAGEMENT DU CADRE GÉNÉRAL

1 - Développement de la colonne « Augmentations »

Augmentations de l'exercice	Virements de poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Immobilisations corporelles	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Immobilisations financières	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

2 - Développement de la colonne « Diminutions »

Diminutions de l'exercice	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Immobilisations corporelles	0 €	0 €	0 €	0 €	1 277 €
Immobilisations financières	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	1 277 €

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS – AMÉNAGEMENT DU CADRE GÉNÉRAL**1 - Développement de la colonne « Augmentations »**

Dotations de l'exercice	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles	0 €	0 €	0 €	0 €
Immobilisations corporelles	0 €	3 064 €	0 €	0 €
Immobilisations financières	0 €	395 €	0 €	0 €
TOTAL	0 €	3 459 €	0 €	0 €

2 - Développement de la colonne « Diminutions »

Diminutions de l'exercice	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles	0 €	0 €	0 €
Immobilisations corporelles	0 €	0 €	1 277 €
Immobilisations financières	0 €	0 €	0 €
TOTAL	0 €	0 €	1 277 €

DÉTAIL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES AMORTISSEMENTS AU 31/12/2025

Nature des immobilisations	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Durée d'amortissement
Matériel de bureau et informatique	51 861 €	49 068 €	2 793 €	2 à 3 ans
Mobilier de bureau	42 312 €	41 759 €	553 €	10 ans
TOTAL	94 173 €	90 827 €	3 346 €	

Etat des créances = 1 911 719 E**État des échéances des créances à la clôture de l'exercice**

Créances	Montant brut (€)	Échéance à un an au plus (€)	Échéance à plus d'un an (€)
Créances de l'actif immobilisé	0	0	0
Créances de l'actif circulant	1 906 164	1 906 164	0
Charges constatées d'avance	5 555	5 555	0
TOTAL	1 911 719	1 911 719	0

Produits à recevoir par postes du bilan = 33 031 E

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	30 126
Disponibilités	2 904
TOTAL	33 031

Charges constatées d'avance = 5 555 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Provisions = 43 476 E

Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises utilisées	Diminutions : reprises non utilisées	Montant à la clôture de l'exercice
Provisions pour risques	29 540 €	13 936 €	0 €	0 €	43 476 €
Provisions pour charges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	29 540 €	13 936 €	0 €	0 €	43 476 €

Etat des dettes = 2 038 658 E

Dettes	Montant brut (€)	Échéance à un an au plus (€)	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus (€)	Échéance à plus de cinq ans (€)
Emprunts et dettes assimilées	2 €	2 €	0 €	0 €
Fournisseurs et comptes rattachés	45 658 €	45 658 €	0 €	0 €
Autres dettes	1 992 998 €	1 992 998 €	0 €	0 €
Produits constatés d'avance	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	2 038 658 €	2 038 658 €	0 €	0 €

Charges à payer par postes du bilan = 1 722 752 E

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	2
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	17 139
Dettes fiscales & sociales	77 205
Autres dettes	1 628 406
TOTAL	1 722 752

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices = 3 093 E

Niveau de résultat	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Résultat d'exploitation	-67 988		-67 988
Résultat financier	21 124	3 093	18 031
Résultat exceptionnel			
Participation des salariés			
TOTAL	-46 863	3 093	-49 956

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

AUTRES INFORMATIONS

Honoraires des commissaires aux comptes

	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	11 400 €	0 €
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	0 €	0 €
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	0 €	0 €
Total	11 400 €	0 €

Effectif moyen

Répartition des effectifs par catégorie

Lignes à développer par catégorie de salariés	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	0
Employés, techniciens, agents de maîtrise	6
Cadres et ingénieurs	7
Total	13

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 33 031 E

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
Org.soc.-prod.à recevoir(4387000)	26 824
Déb.divers-prod.à recev(4687000)	3 303
TOTAL	30 126

Produits à recevoir sur disponibilités	Montant
Intérêts courus à recevoir(5188000)	2 904
TOTAL	2 904

Charges constatées d'avance = 5 555 E

Charges constatées d'avance	Montant
Charges constatées d'avance(4860000)	5 555
TOTAL	5 555

Charges à payer = 1 722 752 E

Emprunts & dettes auprès des étab. De crédit	Montant
Intérêts courus à payer(5181000)	2
TOTAL	2

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fourniss.-fact. non parvenues(4081000)	17 139
TOTAL	17 139

Dettes fiscales et sociales	Montant
Dettes provisionnées p/congés & rtt(4282000)	45 707
Org.soc.-ch à payer(4386000)	23 400
Uniformalion-ch.à payer(4386100)	8 098
TOTAL	77 205

Autres dettes	Montant
Créd.divers-subv à accorder(4686300)	1 628 406
TOTAL	1 628 406



KPMG SA
2 rue Pierre Simon de Laplace
BP 65811
57078 Metz

MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68"

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions
réglementées**

Réunion de l'assemblée générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2025

MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68"

9 Avenue Konrad Adenauer 68390 SAUSHEIM

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
2 rue Pierre Simon de Laplace
BP 65811
57078 Metz

MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68"

9 Avenue Konrad Adenauer 68390 SAUSHEIM

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'assemblée générale à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la Maison de l'Emploi et de la Formation 68 « MEF68 »,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisé des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Convention avec la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération - m2A pour la mise à disposition de locaux à la Maison de l'Emploi et de la Formation « MEF68 » des bureaux au deuxième étage du bâtiment de la Maison du Territoire, 9 avenue de Konrad Adenauer à Sausheim

• Personnes intéressées :

M. Laurent RICHE :

Président de la MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68".

Représentant de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), 6ème Vice-président m2A en charge du développement économique et innovation.



Mme. Rachel BAECHTEL :

Vice-Présidente de l'association MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68".

Représentante de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

Conseillère communautaire m2A, en charge de l'Emploi, l'insertion et la formation

M. Rémy NEUMANN :

Trésorier de l'association MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68"

Membre du Conseil d'administration de l'association MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68"

Représentant de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

Mme. Catherine CHOPIN :

Membre du conseil d'administration de la MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68".

Représentante de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

Conseillère communautaire m2A

Mme. Marie HOTTINGER :

Membre du conseil d'administration de la MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68".

Représentante de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

Conseillère communautaire m2A

Mme. Anne LAUMOND :

Membre du conseil d'administration de la MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68".

Représentante de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

Conseillère communautaire m2A

M. Mathieu NICO :

Membre du conseil d'administration de la MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68".

Représentant de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

11ème Vice-président m2A en charge de la stratégie numérique

Mme. Kelly PARTOUCHE :

Membre du conseil d'administration de la MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68".

Représentant de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

9ème Vice-présidente m2A en charge de l'emploi, insertion, formation, enseignement supérieur, recherche

MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68"

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025



M. Alain SCHIRCK :

Membre du conseil d'administration de la MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68".

Représentant de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

Conseiller communautaire délégué m2A

• Nature et objet :

Mulhouse Alsace Agglomération met à disposition de la Maison de l'Emploi et de la Formation des bureaux d'une superficie totale de 172 m² ainsi que cinq salles de réunion d'une superficie totale de 136 m² qui sont situés au deuxième étage du bâtiment de la Maison du Territoire, 9 avenue de Konrad Adenauer à Sausheim.

Les bureaux sont mis à disposition exclusive de la Maison de l'Emploi et de la Formation pour y installer ses équipes.

Les cinq salles de réunion sont mises à la disposition de la Maison de l'Emploi et de la Formation qui pourra accéder à leur réservation via l'écran tactile du Room Panel qui se trouve à l'entrée de chacune d'entre elles. Les espaces communs sont, toute la journée, mis à la disposition du personnel de la Maison de l'Emploi et de la Formation ainsi que de l'Agence d'Attractivité.

L'association occupe les locaux pour y exercer ses activités définies par ses statuts. La convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2024. À l'arrivée du terme et à défaut de congé, donné par l'une ou l'autre des Parties, dans les formes prévues ci-après, la présente convention sera reconduite tacitement pour la même période que la durée initiale, sans pouvoir excéder plus de cinq reconductions, soit au plus tard au 31 décembre 2029.

• Modalités :

- Pour les bureaux :

La mise à disposition des bureaux à la Maison de l'Emploi et de la Formation est consentie à titre gratuit. Cette mise à disposition gratuite des bureaux à la Maison de l'Emploi et de la Formation est assimilable à une subvention en nature de la part de Mulhouse Alsace Agglomération. Pour l'exercice 2025, l'association a comptabilisé 3 000 euros de charges locatives.

La Maison de l'Emploi et de la Formation s'engage cependant en contrepartie à rembourser les prestations de nettoyage annuelles dues pour les dits bureaux.

- Pour les salles de réunion et espaces communs :

Dans le cadre de la mise à disposition des espaces désignés dans la présente convention, la Maison de l'Emploi et de la Formation devra s'acquitter d'une somme forfaitaire de 3 000 euros TTC par an.



Convention entre la Maison de l'Emploi et de la Formation 68 « MEF68 » et l'agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace dénommée « l'Agence d'Attractivité MSA » pour une prestation visant à mutualiser leurs actions pour l'emploi et l'attractivité économique du territoire.

• Personnes intéressées :

M. Laurent RICHE :

Président de la MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68".

Président de l'association porteuse de l'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace.

Mme. Catherine CHOPIN :

Membre du Conseil d'administration de l'association MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68".

Membre du conseil d'administration de l'association porteuse de l'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace.

M. Mathieu NICO :

Membre du Conseil d'administration de l'association MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68".

Membre du conseil d'administration de l'association porteuse de l'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace.

• Nature et objet :

L'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace a besoin d'un ½ équivalent temps plein pour animer la cellule d'accueil coordonnée (guichet unique) et produire un accueil personnalisé pour chaque type de public arrivant sur le territoire.

Le but de cette cellule d'accueil coordonnée est d'orienter vers les interlocuteurs les plus qualifiés pour répondre aux demandes, d'informer sur les dispositifs existants et mettre en place les outils de suivi et de communication de ce guichet unique.

Ce contrat de prestation propose la réalisation de cet accueil coordonné par ½ équivalent temps plein issu de MEF68 et porté au sein de MEF68 par deux personnes qui y consacreront une partie de leurs temps de travail, pour assurer la continuité du service toute l'année.

Les personnes concernées par ce contrat de prestation sont Elisabeth Guerrier (chargée de mission GPEC - MEF68) et Sandrine Neau (chargée de mission GPEC - MEF68).

• Modalités :

La présente convention est conclue et rentre en application à partir du 1^{er} octobre 2025 et ce, jusqu'à la fin de l'année 2025. Elle sera reconduite chaque année dans les conditions citées et ce, pendant le temps jugé nécessaire par les deux parties.

MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68"

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025



Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie avec un délai de prévenance d'un mois.

Il a été convenu que ce contrat de prestation inclus une contribution financière forfaitaire de la part de l'Agence d'Attractivité MSA à MEF68 de 30 000 euros par an. Concernant l'année 2025, les décisions effectives ayant été prises en septembre, les parties conviennent que cette facturation s'élèvera à 8 000 euros.

Convention de prestation entre la Maison de l'Emploi et de la Formation 68 « MEF68 » et l'association pour le Technopole Mulhouse de la Région de Mulhouse, dénommée le Technopole.

• Personnes intéressées :

M. Laurent RICHE :

Président de la MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68".

Président de l'association pour le Technopole Mulhouse de la Région de Mulhouse, dénommée le Technopole.

Mme. Marie HOTTINGER :

Membre du Conseil d'administration de l'association MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 68 "MEF68".

Administratrice de l'association pour le Technopole Mulhouse de la Région de Mulhouse, dénommée le Technopole.

• Nature et objet :

La direction du Technopole est vacante depuis l'été 2024, il a été validé en conseil d'administration extraordinaire du Technopole le 12 septembre 2024 et au conseil d'administration extraordinaire de la MEF68 le 14 octobre 2024, qu'une partie du temps de travail de la direction et du responsable administratif et financier de la MEF68 soit refacturé au Technopole dans la cadre d'un contrat de prestation et en contrepartie d'une gestion déléguée des aspects RH, stratégie, prospective, administratif et financier.

Ce contrat de prestation s'effectue en fonction des besoins du Technopole et à hauteur moyenne de 0.8 à 1 jour par semaine pour la fonction de direction et entre 0.3 et 0.5 jour par semaine pour la fonction administrative et financière.

Les personnes concernées par ce contrat de prestation sont Alexandra Walonislow, directrice de la MEF68 et Sébastien Halm, responsable administratif et financier de la MEF68. La chargée de projet transfrontalier / ESS de MEF68, Fabienne Buhler sera mobilisée au besoin et sur des missions ponctuelles.



• **Modalités :**

La prestation inclus une contribution forfaitaire de la part du Technopole à la MEF68 de 30 000 euros par an.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie avec un délai de prévenance d'un mois.

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025. Elle sera reconduite chaque année dans les conditions citées et ce, pendant le temps jugé nécessaire par les conseils d'administration des deux parties.

Metz, le 10 juin 2026

KPMG SA

Sandrine
Demesse

Signature
numérique de
Sandrine Demesse
Date : 2026.06.10
18:10:06 +02'00'

Sandrine DEMESSE

Associée



Initiateur d'actions pour l'emploi & l'économie

**RAPPORT
D'ACTIVITÉ**

20
25

ÉDITORIAL



Chers partenaires, chers collaborateurs,

L'année 2025 s'inscrit dans la continuité des transformations engagées par MEF68, tout en marquant une étape de consolidation et de déploiement à l'échelle du Haut-Rhin, dans un contexte économique en mutation.

Au cours des derniers mois, notre structure a pleinement affirmé son positionnement comme acteur de référence de l'ingénierie territoriale emploi-compétences. Dans un environnement caractérisé par des tensions persistantes sur le marché du travail, des difficultés de recrutement accrues dans certains secteurs clés, et des transitions économiques à l'œuvre (industrie, transition écologique, évolution des compétences), MEF68 a su adapter son action pour répondre aux besoins concrets des entreprises et des territoires.

Le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) demeure plus que jamais le cœur de notre activité. Véritable moteur économique du Haut-Rhin, il concentre une grande partie des enjeux liés à l'emploi, à l'attractivité et à la transformation des filières. C'est sur ce territoire que nous expérimentons, structurons et déployons des solutions innovantes, en lien étroit avec les acteurs économiques, institutionnels et de l'emploi.

En parallèle, l'année 2025 a permis de renforcer notre présence à l'échelle départementale. L'élargissement de notre périmètre d'intervention prend désormais tout son sens, avec une montée en puissance de nos actions auprès des intercommunalités du Haut-Rhin. Cette dynamique traduit une volonté forte : proposer une offre de service cohérente, lisible et adaptée aux spécificités de chaque bassin d'emploi, tout en contribuant à une stratégie globale de développement économique et social.

ÉDITORIAL

Dans ce contexte, MEF68 a poursuivi le développement de ses actions structurantes : déploiement des clauses sociales et environnementales, candidature à la gestion d'un nouveau fonds européen, le Fonds de Transition Juste (FTJ), appui aux dynamiques de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) territoriale, et expérimentation de nouvelles formes de coopération entre acteurs économiques (Technopole, Agence d'Attractivité, Agentur fur Arbeit, etc.).

L'année 2025 s'est également inscrite dans la mise en œuvre opérationnelle des évolutions liées à la réforme pour le plein emploi. MEF68 a pris toute sa place au sein des nouvelles instances de gouvernance territoriale de l'emploi (Comités Locaux pour l'Emploi, Task force entreprise, etc.), en contribuant activement à la coordination des acteurs et à la construction de réponses adaptées aux réalités locales. Dans un paysage en recomposition, notre rôle d'interface entre politiques publiques, entreprises et publics accompagnés est plus que jamais essentiel.

Face aux incertitudes économiques et budgétaires, notre capacité d'innovation et d'adaptation constitue un atout majeur. Elle nous permet d'anticiper les mutations, d'expérimenter de nouveaux dispositifs et de renforcer les coopérations territoriales au service de l'emploi.

Je tiens à remercier chaleureusement l'ensemble de nos partenaires pour leur confiance renouvelée, ainsi que l'équipe de MEF68, pour son engagement quotidien. La mobilisation des collaborateurs est la clé de notre capacité à agir efficacement au service du territoire.

Ensemble, nous poursuivrons en 2026 cette dynamique, avec l'ambition de renforcer encore notre contribution au développement économique du Haut-Rhin et à l'insertion durable dans l'emploi.

Laurent Riche
Président de MEF68

“ Notre rôle d'interface entre politiques publiques, entreprises et publics accompagnés est plus que jamais essentiel.”

SOMMAIRE

02
Éditorial

04
Sommaire

05
L'équipe

06
Les missions

07
Participer à l'anticipation des
mutations économiques

Gestion territoriale des Ressources Humaines
Transvers'AI GPEC Transfrontalière

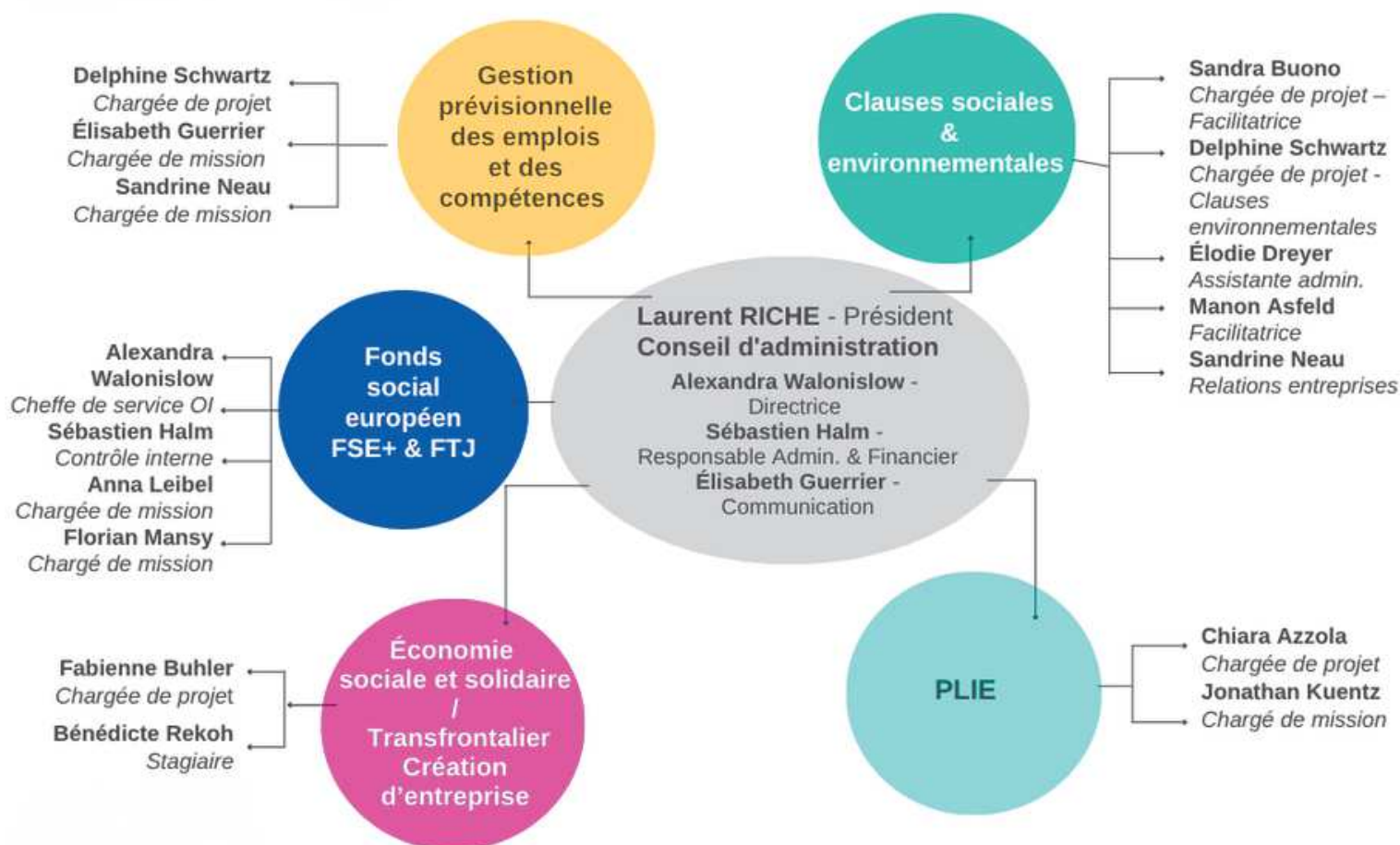
22
Contribuer au développement de l'emploi local

Création et reprise d'entreprise
Innovation sociale, Économie créative, ESS
Haut-Rhin Clauses Sociales
Développement des mobilités professionnelles
Clauses environnementales

46
Le PLIE

69
Le FSE

L'ÉQUIPE



LES MISSIONS DE MEF68

GPEC entreprises

Marque notre engagement pour l'accompagnement des mutations économiques et des besoins en compétences des entreprises.

GPEC / Mobilités professionnelles

Illustre nos actions d'information liées à l'évolution professionnelle des actifs.

Transf rontalier

Évoque notre engagement dans les dynamiques d'emploi et de formation au-delà de la frontière, vers le Bade-Wurtemberg en Allemagne

Économie sociale et solidaire (ESS)

Représente notre soutien aux initiatives locales à impact social et environnemental.

Clauses sociales

Souligne notre action en faveur de l'intégration des clauses sociales dans les marchés publics

Clause environnementale

Illustre notre engagement pour une économie plus durable en intégrant des critères environnementaux dans les marchés publics

Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE

Met en avant notre action en faveur des publics très éloignés du marché du travail

Organisme Intermédiaire FSE

Symbolise notre rôle de gestionnaire des fonds européens

PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

Gestion territoriale des Ressources Humaines - Transvers'Al

Mon Métier De Demain



Le nouveau site est désormais en ligne et rassemble toutes les informations et tous les contacts du Haut-Rhin pour faire évoluer sa carrière professionnelle. Ses objectifs :

- Devenir une véritable « boîte à outils » dédiée à l'évolution professionnelle, à la formation et à la reconversion, concourant à la sécurisation des parcours professionnels des actifs (salariés et demandeurs d'emploi)
- Apporter des données chiffrées sur les secteurs clés de notre territoire.
- Mettre en avant le TOP 20 des métiers qui recrutent dans le 68 et chez nos voisins allemands.
- Illustrer des reconversions réussies par des témoignages.

Vue d'ensemble Chiffres Année 2025

Sessions
2706

Vues
10921

Taux de rebond
24,94 %

Durée moyenne de la session
00:03:25

UKOC
Digital Strategist
Audience

Top 10 des pages de destination les plus visitées

Page de destination	Sessions
/	1356
(not set)	194
/fiches_metiers/technicien-hse	90
/fiches_metiers/technicien-etudes-du-batiment	86
/recherche-fiche	80
/fiches_metiers/dessinateur-projeteur-en-electricite-electronique	58
/news/queles-sont-les-metiers-les-plus-recherches-dans-le-haut-rhin-en-2025	55
/fiches_metiers/e-category-manager	42
/fiches_metiers/agent-hotellerie	27
/fiches_metiers/technicien-de-maintenance-en-chauffage-et-climatization	26



PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

Gestion territoriale des Ressources Humaines - Transvers'Al

Plateforme RH

Plateforme RH

Un soutien gratuit et personnalisé en ressources humaines

Dispositif gratuit d'appui RH aux entreprises, artisans, commerçants, associations, etc.... de moins de 50 salariés dans le Haut-Rhin.

L'objectif est de :

- Réaliser un diagnostic RH
- Proposer un panel de solutions en fonction des besoins prioritaires (informations et mise à disposition d'outils RH)
- Mettre le dirigeant en relation avec les partenaires locaux / l'informer sur les dispositifs existants

Les actions 2025 :

L'année 2025 a essentiellement permis de présenter le dispositif à certains partenaires dans la mesure où il est peu mobilisé sur le territoire et la question se pose sur sa pérennité en 2026.

- En décembre, un Comité technique national a été organisé à Mulhouse avec les « plateformes RH » de France. L'objectif est d'échanger annuellement sur nos pratiques respectives et d'aborder les nouveautés RH (en l'occurrence sur le nouvel Entretien de Parcours Professionnel). L'occasion également de visiter notre beau marché de Noël et faire découvrir nos spécialités alsaciennes !
- En parallèle nous avons obtenu l'AMI « soutenir l'employabilité des demandeurs d'emploi de 55 ans et + » de la Région Grand Est. Nous nous sommes appuyés sur notre réseau de TPE PME pour permettre aux cohortes accompagnées d'intégrer une entreprise via l'immersion, facilitée de France Travail.

PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

Gestion territoriale des Ressources Humaines - Transvers'AI

AMI : Soutenir l'employabilité des demandeurs d'emploi de 55 ans et +



16 bénéficiaires issus du PLIE ont intégré le projet AMI, comprenant :

- 1 entretien individuel
- 7 ateliers thématiques sur 3 semaines
- 1 temps de bilan collectif
- 14 immersions proposées, 12 immersions réalisées
- 4 CDD conclus dont un en vue d'embauche
- 1 reconversion confirmée avec une entrée en formation

A cette occasion et dans le but de sensibiliser et convaincre les entreprises d'intégrer dans leurs effectifs des salariés de plus de 55 ans, nous avons mis en avant deux témoignages d'entreprises déjà habituées à l'exercice que vous pouvez retrouver sur notre page Youtube, la société Sterling et la société Arkedia :



PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

Gestion territoriale des Ressources Humaines - Transvers'Al

Ecole de la TRansition Ecologique (ETRE)



Labellisée en 2024 par le réseau national, l'école « **ETRE au Rhin** » portée par le Moulin Nature a pu développer ses parcours de sensibilisation aux métiers verts et verdissants grâce au soutien financier de la Région Grand Est. MEF68 a poursuivi son engagement à ses côtés sur l'année 2025.

Objectifs de l'École :

- Proposer des parcours de formations pratiques (par le biais d'ateliers auprès de professionnels) aux métiers de la nature et de l'environnement. Prioritairement destiné aux jeunes de 16 à 25 ans en recherche d'orientation, ces parcours sont aussi ouverts aux adultes en reconversion.
- Remobiliser le public cible à travers la découverte de métiers, le collectif, un travail approfondi sur les savoir-être : confiance en soi, esprit d'équipe, autonomie...
- Les rendre acteurs et actrices de la transition écologique en trouvant leur voie !

Partenaires :



Etre au Rhin poursuit son programme de formations en 2026 :
<https://www.lemoulinnature.fr/se-former-au-moulin-nature/ecole-etre-moulin-nature>

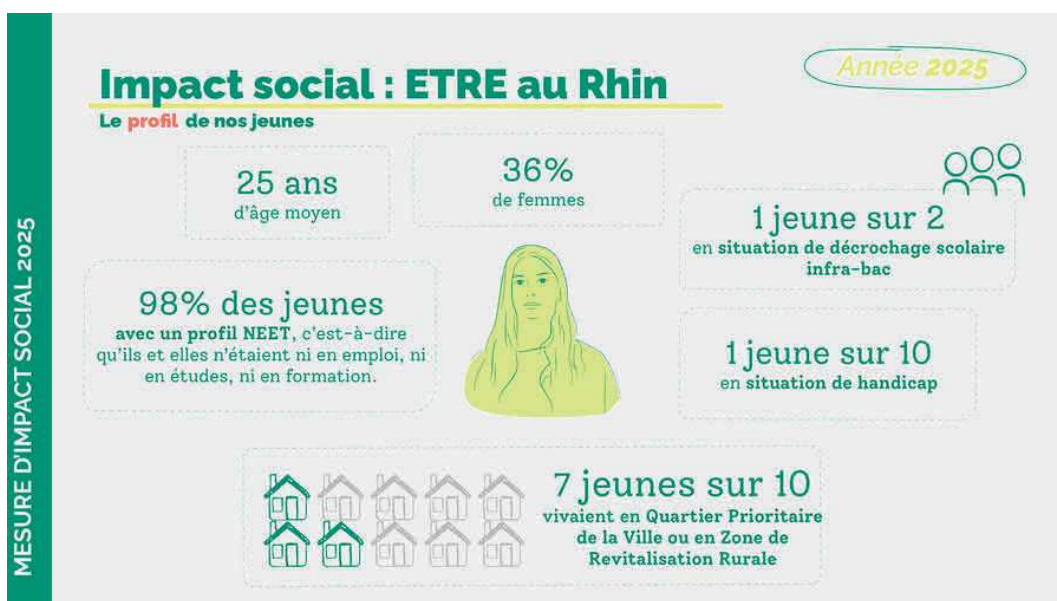
PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

Gestion territoriale des Ressources Humaines - Transvers'Al

Ecole de la TRansition Ecologique (ETRE)



Bilan des sessions 2025 : rapport d'impact réalisé par le Moulin nature :



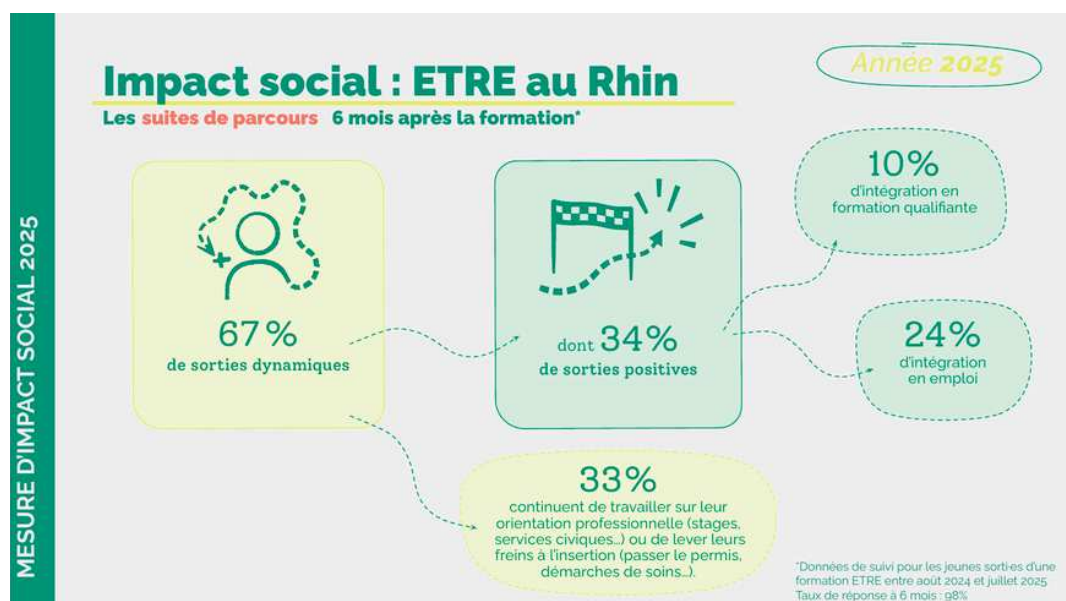
PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

Gestion territoriale des Ressources Humaines - Transvers'Al

Ecole de la TRansition Ecologique (ETRE)



Bilan des sessions 2025 : rapport d'impact réalisé par le Moulin nature :



PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

Gestion territoriale des Ressources Humaines - Transvers'Al

Projet Alimentaire Territorial (PAT)



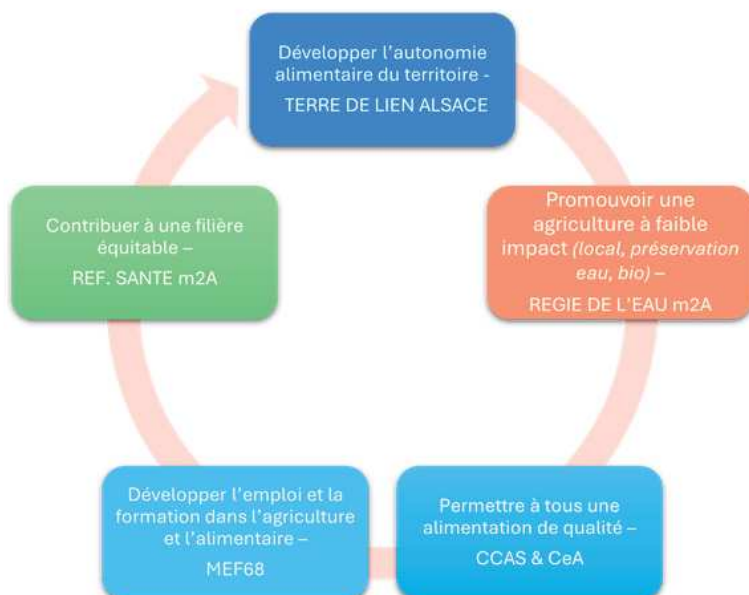
L'agglomération mulhousienne a vu naître en 2018 un Projet Alimentaire Territorial (PAT) sur son territoire. Il s'agit d'une démarche collective et organisée pour tendre vers une agriculture et une alimentation saine, locale, respectueuse de l'environnement et équitable. Dans la perspective du renouvellement de labellisation du PAT en 2026, l'équipe d'animation des 5 axes définis poursuit ses réflexions et actions.

Objectifs :

- Concrétiser la transition écologique et sociale par l'alimentation, en facilitant la mise en œuvre des projets sur le terrain.
- Rapprocher tous les acteurs de l'alimentation : producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs, collectivités territoriales et acteurs de la société civile.
- Mettre en cohérence l'ensemble des démarches pour développer une agriculture durable et une alimentation de qualité.

Organisation :

Comité de coordination et d'actions animé par le service Transition Écologique de m2A



Enjeu : offrir à toute la population un meilleur accès à une alimentation saine et locale, issue d'une agriculture équitable et respectueuse de l'environnement

PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

Gestion territoriale des Ressources Humaines - Transvers'Al

Bien en Alsace ADIRA



MEF68 a signé la charte d'engagements de la démarche "**Bien en Alsace**" portée par l'ADIRA afin de concrétiser ses actions en faveur de l'attractivité du territoire m2A

La marque employeur Alsace est une démarche où entreprises, territoires et partenaires d'Alsace s'engagent autour de valeurs partagées et travaillent ensemble à définir et mettre en œuvre des actions pour attirer, fidéliser et faciliter l'épanouissement des talents en Alsace.

La marque Employeur Alsace se structure autour d'un travail sur le "**parcours collaborateur**" qui concerne de nombreux champs de la vie professionnelle : de l'orientation (susciter des vocations) au recrutement mais également à l'intégration et la fidélisation du nouvel arrivant dans le territoire.

PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

GPEC transfrontalière

Depuis 2023, la convention transfrontalière unissant les Bundesagentüren für Arbeit de Lörrach et Freiburg, MEF68 et Mulhouse Alsace Agglomération est triennale. Elle vise à renforcer la coopération entre la France et l'Allemagne, notamment dans le domaine de l'emploi transfrontalier. Ce partenariat permet d'initier une stratégie territoriale franco-allemande durable en faveur :

- des habitants du territoire afin de proposer à ceux-ci des opportunités professionnelles transfrontalières ;
- des entreprises françaises et allemandes afin de mieux répondre à leurs besoins en compétences en ouvrant leurs emplois aux actifs des deux pays.

PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

GPEC transfrontalière

WARUM NICHT !



la 11ème édition du salon d'information sur la mobilité professionnelle en Allemagne « Warum Nicht » s'est tenue au parc expo de Mulhouse le 17 septembre 2025.

L'événement a attiré 655 visiteurs et a mobilisé une trentaine de partenaires.

Les publics :

Scolaires et étudiants (matin) : 224

De 9h à 12h30 : les collégiens, lycéens et étudiants ont été informés des opportunités de stage, de formation et d'apprentissage en Allemagne. Un quizz ainsi qu'un guide de visite dématérialisés leur étaient dédiés, pour aller à la rencontre des partenaires et tester ses connaissances.

Salariés et demandeurs d'emploi (après-midi) : 308

De 14h à 18h : les ateliers, les conseils et les différents espaces ont répondu aux besoins des demandeurs d'emploi, des personnes en reconversion professionnelle et des salariés en recherche d'opportunités d'emploi et de formation en Allemagne

WARUM NICHT !

Formation & Emploi franco-allemands
Deutsch-Französische Job- & Ausbildungsmesse

MATIN	APRÈS-MIDI
9h > 12h30	14h > 18h
Réservé aux :	Réservé aux :
- Scolaires	- Salariés
- Étudiants	- Demandeurs d'emploi

Mercredi 17 sept. 2025

📍 Parc Expo de Mulhouse

www.mef-mulhouse.fr

PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

GPEC transfrontalière

WARUM NICHT !



Les activités proposées :

- les projets franco-allemands, les stages et jobs d'été, le volontariat international ;
- l'orientation post bac, les formations et l'apprentissage transfrontaliers ;
- tests de langues bilingues, (informations + écrits et oraux), les séjours linguistiques, le volontariat international ;
- conseil en image et colorimétrie ; prise de photo pour son CV avec un photographe professionnel ;
- vérification de son CV en allemand en rdvs individuels et informations générales sur l'adaptation d'un CV au marché frontalier en petits groupes (sur inscription le jour de l'événement) ;
- renseignements sur les démarches administratives (fiscalité, protection sociale, retraite).
- **Diverses conférences** animées par des experts ont été proposées aux deux publics, selon leurs besoins.

9h30

Mes études à l'international embarquement immédiat !

- Génération 15- 25

10h20

Les langues étrangères comme compétences clés

- EF Education

10h50

La boussole des jeunes, le site dédié à l'orientation

- Sémaphore

14h30

Candidater en Allemagne : les étapes essentielles

- Service de Placement Transfrontalier Haut-Rhin Freiburg/Lörrach

15h15

Il n'est jamais trop tard pour parler une nouvelle langue

- GRETA Alsace Sud

16h00

Le statut du travailleur frontalier travaillant en Allemagne et résidant en France

- INFOBEST Palmrain

PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

GPEC transfrontalière

WARUM NICHT !



Le Warum Nicht 2025 a répondu aux besoins spécifiques des jeunes et des actifs en leur offrant une journée riche en découvertes et en apprentissages. Dans la continuité de l'édition précédente, la séparation des publics, les tests de langues bilingues et la présence d'une conseillère en colorimétrie ont renforcé l'impact de l'événement, favorisant ainsi la coopération transfrontalière et le développement interculturel et professionnel.

Une vidéo souvenir est accessible via la chaîne [YouTube de MEF68](#) :



PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

GPEC transfrontalière

MONATSTREFF



Les permanences « MonatsTreff » visent à promouvoir la collaboration transfrontalière et à donner les clés vers l'emploi et la formation aux personnes désireuses d'aller en Allemagne. Les partenaires jouent un rôle clé dans la création et le renforcement d'un réseau dynamique. A partir de leurs propositions, nous proposons un MonatsTreff sous un nouveau format et dans de nouveaux lieux, notamment au sein même des lycées.

L'espace MonatsTreff au SOREPE a été déplacé proche de l'entrée de l'événement, entre l'espace CEP et la nouvelle Halle dédiée aux entreprises et ce, afin de toucher un plus large public.

Partenaires ayant participé à une ou plusieurs permanences en 2025 :

- Agentüren für Arbeit Lörrach et Freiburg
- EURES-T
- Service de Placement Transfrontalier
- INFOBEST – Palmrain et Breisach/Vogelgrün
- Greta Sud Alsace
- Région Grand Est
- Eltern Alsace
- Corps Européen de Solidarité / CSC Jean Wagner
- Agences d'intérim : Synergie Müllheim, CRIT Délégation Allemagne et Probono GmBH



PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

GPEC transfrontalière

MONATSTREFF



Récapitulatif des sessions tenues en 2025 :

- **18 janvier** – “Salon de l’Orientation et de l’Évolution Professionnelle” à Mulhouse - Nombre de **participants : 164**
- **10 avril** – Centre commerciale Porte Jeunes, dans le cadre du salon “Job d’été” à Mulhouse - Nombre total de **participants : 59**
- **11 avril** – Forum “Boost ton job” - Corner transfrontalier à Rixheim - Nombre total de **participants : 27**
- **30 avril** – ½ Journée “entreprises” au Lycée Stoessel de Mulhouse, sur inscription des élèves volontaires - Nombre total de **participants : 20**
- **30 avril** – ½ Journée “entreprises” au Lycée professionnel de Cernay, sur inscription des élèves volontaires - Nombre total de **participants : 24**



PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

GPEC transfrontalière

Allez Hop Zum Job Du stade vers l'emploi transfrontalier 2025



Nouvelle action 2025 :

L'édition 2025 de « **Allez hop zum Job / Du stade vers l'emploi** », organisée le 5 juin 2025 au Centre Sportif Régional de Mulhouse, constitue la seconde édition de cet événement transfrontalier, après une première organisée à Colmar en 2024.

Elle s'inscrit dans un dispositif innovant de recrutement mobilisant les valeurs du sport pour faciliter la rencontre entre employeurs et demandeurs d'emploi, des deux côtés du Rhin. Le principe repose sur une première phase d'activités sportives collectives et d'un repas, menée de manière anonyme, permettant de révéler les savoir-être (esprit d'équipe, adaptabilité, communication), suivie d'un temps d'échanges professionnels après levée de l'anonymat. Dans sa dimension transfrontalière, l'événement a réuni 12 entreprises françaises et 10 entreprises allemandes, ainsi que 167 demandeurs d'emploi issus des deux pays, favorisant des opportunités concrètes de recrutement et une meilleure interconnaissance du marché de l'emploi du bassin rhénan. Dans ce cadre, MEF68 a été invitée en 2025 par France Travail et l'Agentur für Arbeit Freiburg à intégrer le comité d'organisation, aux côtés notamment d'INFOBEST Vogelgrun/Breisach et d'EURES-T, renforçant ainsi la coordination et la portée partenariale de cet événement binational.



PARTICIPER À L'ANTICIPATION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES

GPEC transfrontalière

Business Twin – programme INTERREG



Nouvelle action 2025 :

Le programme **Business Twin**, lancé en 2025 pour une durée de trois ans et financé par INTERREG Rhin Supérieur, est une initiative transfrontalière visant à favoriser la mise en relation de structures partageant des enjeux ou des marchés similaires, de part et d'autre du Rhin. Destiné en priorité aux PME, start-up et acteurs économiques en phase de structuration ou d'expansion, ce dispositif repose au cœur de son approche sur un jumelage ciblé d'entreprises françaises et allemandes.

Concrètement, il s'agit d'identifier des binômes complémentaires – par secteur d'activité, chaîne de valeur ou stratégie de développement – afin de créer des coopérations opérationnelles : échanges de pratiques, immersion dans l'entreprise partenaire, exploration conjointe de nouveaux marchés, voire co-développement de solutions ou d'offres. Cette logique de "miroir" permet non seulement de sécuriser les démarches d'internationalisation, mais aussi d'accélérer l'innovation en confrontant des approches culturelles et économiques.

Financé dans le cadre du programme Interreg, il est copiloté par la CCI Alsace Eurométropole ainsi que par les IHK Südlicher Oberrhein, IHK Karlsruhe et IHK Pfalz.



MEF68 a intégré ce collectif en 2025 et l'intérêt est double : d'une part, renforcer sa connaissance des dynamiques économiques transfrontalières afin d'anticiper les besoins en compétences et en emploi ; d'autre part, s'inscrire dans un réseau d'acteurs stratégiques permettant de faire émerger de nouvelles opportunités pour les publics accompagnés, en lien direct avec les réalités des entreprises du territoire élargi.

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Innovation sociale, Économie créative, ESS

Fabrique à Projets d'Utilité Sociale - FAPUS

En 2025, les travaux de la FAPUS m2A se sont poursuivis grâce aux fonds FSE+, avec l'objectif de consolider la dynamique engagée et d'en assurer la pérennisation sur la période 2026-2027. La démarche repose sur une approche inversée : partir des besoins sociaux non satisfaits pour transformer ces fragilités en opportunités d'innovation et de développement territorial durable.

L'année a été structurée autour de cinq axes majeurs :

1. Alimentation durable, santé et inclusion

Une étude d'opportunité approfondie a été conduite sur l'accès à une alimentation de qualité et la prévention de l'obésité, sur le territoire m2A.

2. Mobilité

Les travaux de diagnostics ont également été entamés sur l'accès à la mobilité des personnes dépourvues de moyens de transports personnes, dans la grande couronne m2A.

Dans ce cadre, un programme « Mobilité & Alimentation » a été imaginé afin de renforcer l'autonomie des publics fragiles (femmes en précarité et seniors), en facilitant à la fois les déplacements et l'accès à une alimentation locale et saine. Selon l'intérêt des partenaires, ce travail pourra se poursuivre en 2026.

3. Inclusion par la technologie : Orient'Maker

Co-construit avec le fablab Technistub, le programme Orient'Maker vise à faire découvrir les métiers techniques aux publics fragiles (jeunes en CEJ, femmes isolées, demandeurs d'emploi).

Basé sur le « faire ensemble » et l'expérimentation (impression 3D, électronique, réparation), il favorise la reprise de confiance et la construction de projets professionnels concrets. Les parcours, d'une durée de 2 à 4 mois, intègrent notamment des « Challenges Utiles » tels que des projets de prothèses solidaires ou des ateliers de réparation.

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Innovation sociale, Économie créative, ESS

Fabrique à Projets d'Utilité Sociale - FAPUS

4. Structuration territoriale et ESS : Prom'ESS

En parallèle, la FAPUS a contribué à la structuration du réseau Prom'ESS. Ce réseau fédère les acteurs de l'accompagnement, la Région et les collectivités du Haut-Rhin autour d'un objectif commun : construire une culture partagée de l'économie sociale et solidaire.

Il permet de mutualiser les diagnostics, de renforcer la coopération entre acteurs et de promouvoir les connaissances des champs de l'ESS ainsi que la méthodologie « Fabrique » comme levier de développement territorial durable. Des actions de réseautage et de visites apprenantes ont été organisées avec l'ambition, pour 2026, de sensibiliser les élus et les équipes techniques des agglomérations du Haut-Rhin à l'économie de proximité.



5. Courts-Circuits

L'édition 2025 de Courts-Circuits a permis de valoriser des initiatives citoyennes, associatives et entrepreneuriales émergentes du territoire. Cette démarche vise à soutenir des projets locaux à fort impact social et territorial, tout en renforçant la participation citoyenne via un dispositif de vote et de sélection des lauréats.

Lors de la remise des prix qui a eu lieu le 3 novembre 2026 au Studio 7K de Mulhouse, deux distinctions ont été attribuées, parmi les 17 projets proposés :

- **Prix du jury : Du bitume à l'espoir**

Structure solidaire qui veut œuvrer pour la réhabilitation des personnes marginalisées à Mulhouse.

- **Prix du public : LastEat**

LastEat, l'application qui offre jusqu'à -50 % dans les restaurants de Mulhouse et son agglomération.



*Crédit photo : Mulhouse
Alsace Agglomération - m2A*

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Haut-Rhin Clauses Sociales



La clause sociale permet à des personnes rencontrant des difficultés socioprofessionnelles de saisir l'opportunité d'un marché public de travaux, de services, ou de fournitures pour s'engager dans un parcours d'insertion durable, via la mise en situation de travail auprès d'entreprises.

MEF68, au travers de sa cellule Haut-Rhin Clauses Sociales, assure une action de promotion, de coordination, d'animation et de mise en œuvre du dispositif auprès des administrations publiques, des collectivités, des établissements publics et plus largement de tout acheteur engagé dans une démarche de responsabilité sociale et environnementale sur le territoire du Haut-Rhin.

Sa réussite repose sur 3 grands axes :

- 1.Assurer l'ingénierie et l'assistance pour la mise en œuvre des clauses sociales en mobilisant les donneurs d'ordre,
- 2.Assistance et suivi dans la mise en œuvre opérationnelle auprès des entreprises,
- 3.Soutien au développement des Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) et du handicap.

Sources de données et réserves statistiques. Le bilan des clauses sociales est élaboré à partir des données extraites du logiciel de gestion de la clause sociale. Les données ont été extraites au 15/04/2026 au titre de la période allant du 01er janvier au 31 décembre 2025. Des différences statistiques peuvent apparaître, notamment en cas d'utilisation de données extraites à des périodes ultérieures.

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Haut-Rhin **Clauses Sociales**



Les chiffres 2025 :







- **335 267 heures** d'insertion ont bénéficié à **648** participants
- **139 656 heures** réservées aux structures de l'IAE et aux structures du handicap (entreprises adaptées, ESAT)



474 923
heures
réalisées

1 / Les indicateurs d'activités

(heures de travail réalisées par des entreprises « classiques »)

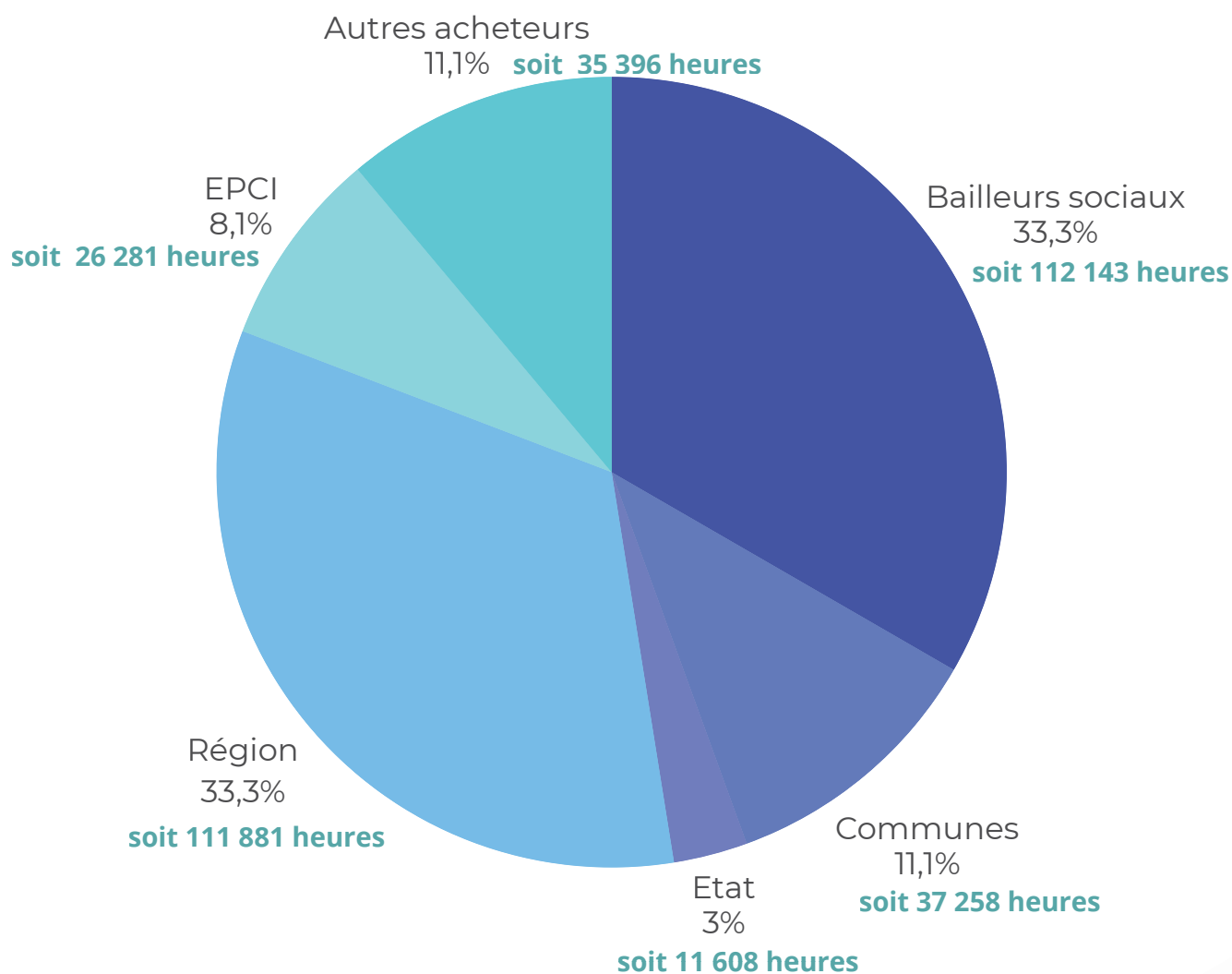
 44 maîtres d'ouvrages partenaires	 335 367 heures d'insertion réalisées	 251 Entreprises accompagnées
 582 marchés ou lots 264 opérations	 648 Participants	 717 Contrats de travail

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Haut-Rhin Clauses Sociales



Répartition des heures réalisées par Maître d'Ouvrage (MO) :



CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL



Haut-Rhin Clauses Sociales

Répartition par type de marché :



FOURNITURES

1%

Soit 1 260 heures réalisées



SERVICES

35%

Soit 118 924 heures réalisées



TRAVAUX

61%

Soit 207 614 heures réalisées



PRESTATIONS INTELLECTUELLES

2%

Soit 7 469 heures réalisées

335 267 heures réalisées

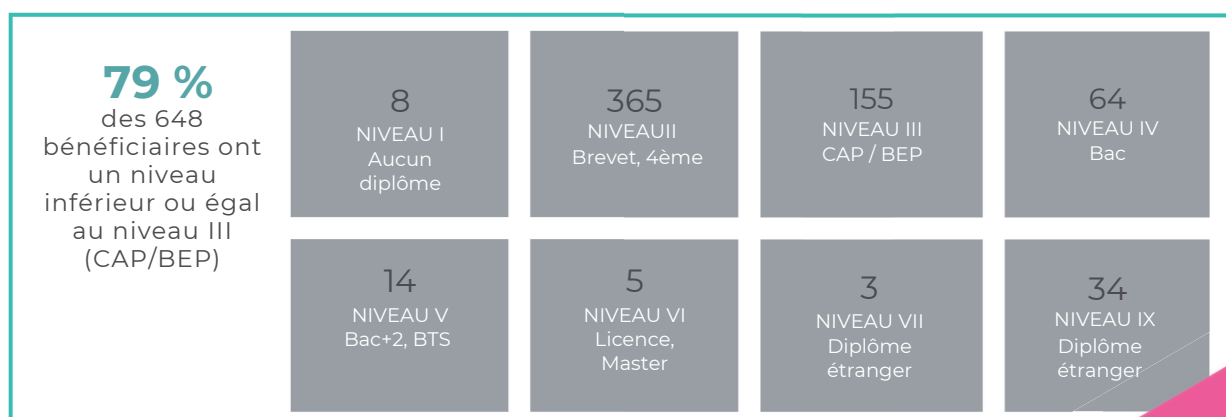
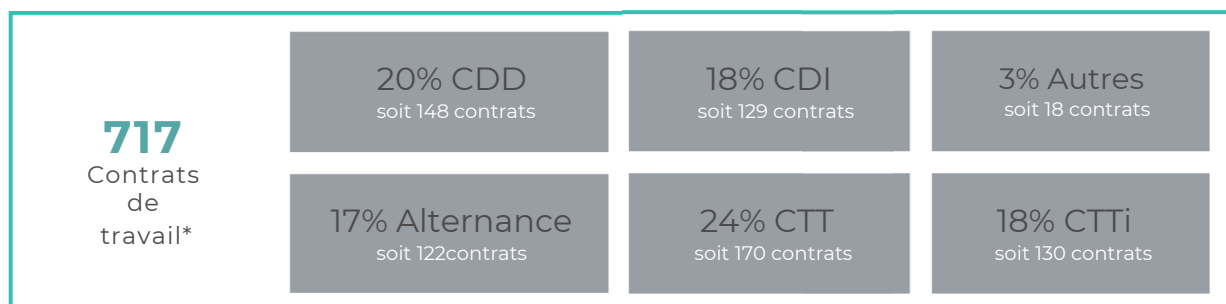
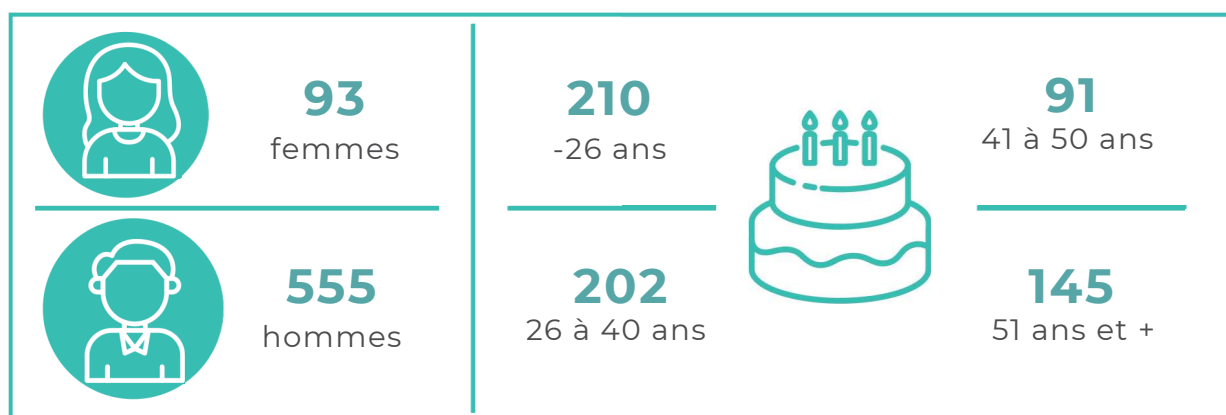
CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL



Haut-Rhin Closes Sociales

2 / Le public bénéficiaire

648 personnes ont bénéficié d'un contrat de travail grâce au dispositif des clauses sociales



* une personne peut bénéficier de plusieurs contrats

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL



Haut-Rhin Clauses Sociales

Origine géographique des bénéficiaires :

Origine géographique	Nb de bénéficiaires	%	Nb d'heures réalisées	%
Hors QPV*	318	49	166 810	49
QPV	330	51	168 457	51

* QPV = Quartier Prioritaire de la Ville

Origine géographique des 330 bénéficiaires QPV :

Territoire	QPV	Nb bénéficiaires	%	Nb heures réalisées	%
Haut-Rhin	Cernay - Quartier Bel air	2	0,61	1 114	0,66
	Colmar - Quartier Europe/Schweitzer	71	21,52	27 132	16,11
	Colmar - Quartier Florimont/Bel air	3	0,91	1 617	0,96
	Colmar - Quartier Saint Vincent de Paul	7	2,12	2 994	1,78
	Mulhouse - Quartier de Bourtzwiller	17	5,15	8 734	5,18
	Mulhouse - Quartier Les Coteaux	30	9,09	19 626	11,65
	Mulhouse - Quartier Péricentre	148	44,85	84 035	49,89
	Mulhouse Illzach - Quartier Drouot-Jonquilles	14	4,24	7 733	4,59
	Mulhouse - Quartier Brustlein	7	2,12	4 456	2,65
	St-Louis - Quartier de la gare	5	1,52	998	0,59
	Wittenheim - Markstein - La Forêt	3	0,91	1 522	0,90
Hors Haut-Rhin	Strasbourg - Cronembourg	1	0,30	780	0,46
	Strasbourg - Neuhof - Meinau	1	0,30	479	0,28
	Strasbourg - Cité de l'ILL	1	0,30	256	0,15
	Strasbourg - HautePierre	1	0,30	439	0,26
	Strasbourg - Jura - Citadelle	1	0,30	105	0,06
	Strasbourg - Murhof	1	0,30	597	0,35
	St-Dié des Vosges - Kellermann - Fourcharupt	3	0,91	529	0,31
	St-Dié des Vosges - Saint Roch - l'Orme	3	0,91	3 021	1,79
	Autres	11	3,33	2 290	1,36
	TOTAL QPV	330	100	168 457	100

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL



Haut-Rhin Clauses Sociales

Prescripteurs des 648 bénéficiaires :

Prescripteur	Nb bénéficiaires	%	Nb heures réalisées	%
ACI (Atelier Chantier Insertion)	15	2,3	15 086	4,5
AI (Association intermédiaire)	15	2,3	10 239	3,1
ESAT	3	0,5	428	0,1
EA (Entreprise Adaptée)	1	0,2	71	0,02
EI (Entreprise d'insertion)	7	1,1	7 163	2,1
Entreprise	315	48,6	179 451	53,5
ETT (Entreprise de Travail Temporaire)	136	21,0	61 248	18,3
ETTI (Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion)	96	14,8	22 521	6,7
GEIQ	60	9,3	39 060	11,7
Total	648	100	335 267	100

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Haut-Rhin Clauses Sociales



3 / Les structures de l'IAE et du handicap (entreprises adaptées, ESAT) :



Le Code de la Commande Publique offre la possibilité de mettre en place des marchés réservés aux structures du handicap, à l'IAE et aux entreprises de l'ESS.

MEF68 accompagne la mise en œuvre d'une démarche d'achats responsables prenant appui sur les clauses sociales pour contribuer au développement d'opportunités économiques pour les structures de l'IAE et du handicap. En identifiant des marchés ou segments de marchés pouvant être clausés, permettant ainsi une augmentation, sur le long terme, du nombre de donneurs d'ordre utilisant la modalité des marchés réservés pour répondre à leurs engagements d'achats responsables.

MEF68 assure le suivi du volet insertion des marchés d'insertion en direct et des marchés réservés



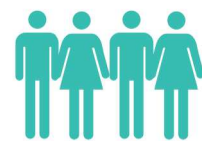
25 Structures accompagnées



60 marchés



139 656 heures d'insertion réalisées



87 ETP
(Équivalent Temps Plein)

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Haut-Rhin Clauses Sociales



4 / Les actions menées en 2025

Relations Entreprises et Partenaires

MEF68 est également disponible pour les entreprises répondant au dispositif de la clause sociale dans leurs marchés publics.

228 entreprises ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé avec Sandrine NEAU, notre Chargée de Relations Entreprises.

APM - Action Promotion Métier à Kaysersberg

Afin de diversifier la mise en œuvre des clauses sociales, notamment sur des marchés peu propices à l'intégration d'heures d'insertion (fournitures, prestations intellectuelles...), MEF68 a développé des **actions de promotion des métiers** (APM).

Celles-ci consistent à mobiliser les entreprises autrement, en leur proposant de consacrer du temps à des actions telles que :

- L'accueil de stagiaires,
- L'organisation de visites de chantier ou d'entreprise,
- La participation à des temps d'échanges ou de découverte métiers.

Menées en partenariat avec les acteurs de l'emploi, ces actions permettent :

- De faire **découvrir des métiers méconnus** ou peu accessibles,
- De **sensibiliser des publics éloignés de l'emploi**,
- Et de **créer des premiers contacts avec le monde professionnel**, souvent déterminants dans les parcours d'insertion.

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL



Haut-Rhin Clauses Sociales

APM - Action Promotion Métier à Kayserberg (suite)

Focus : Stage dans le secteur de la Maîtrise d'œuvre

Dans le cadre d'un marché de maîtrise d'œuvre pour la création d'un itinéraire cyclable, ne permettant pas l'intégration d'heures d'insertion, une clause d'action de promotion des métiers a été mise en place.

Il a ainsi été demandé à l'entreprise attributaire d'accueillir en stage, pendant une semaine, une personne orientée par les partenaires emploi du territoire.

Une jeune femme de 20 ans accompagnée par la Mission Locale de Colmar, intéressée par le métier de technicienne d'étude du bâtiment en dessin de projet, a pu bénéficier de cette immersion.

À l'issue du stage, et sur la base du bilan de mise en situation professionnelle, il apparaît que cette expérience lui a permis de mieux appréhender le métier... et de confirmer qu'il ne correspondait pas à ses attentes.

Cette action illustre pleinement l'intérêt des APM : permettre aux publics de tester des métiers et sécuriser leur orientation professionnelle, y compris en validant une non-adéquation

Aptitudes et gestes professionnels		Appréciations du tuteur	
Activités / Tâches / Compétences mises en œuvre	Évaluation du tuteur		
Étude de situation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	
Recherche d'informations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	
Étude de situation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	
Recherche d'informations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	
Étude de situation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	
Recherche d'informations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	
Étude de situation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	
Recherche d'informations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	
Étude de situation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	
Recherche d'informations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non	

Commentaires et propositions d'action partagés :

Le responsable du stage : *DEREST*

Le jeune : *Almris par la suite*

Le Coordonnateur : *Mission Locale*

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Haut-Rhin Clauses Sociales



Les temps forts en 2025 :



Nouvelle convention portant partenariat pour la promotion et la facilitation des clauses sociales :
Le **SIVOM Mulhouse Sud Alsace** s'appuie sur MEF68 pour inclure une dimension sociale à la commande publique dans leurs marchés publics.



Forum de l'Achat public inclusif, le 9 octobre 2025 :

1.Contexte :

Malgré l'importance des Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) pour répondre aux enjeux d'emploi et d'insertion sociale, un manque d'information persiste auprès des acheteurs publics du territoire.

Celui-ci porte à la fois sur leur fonctionnement, la diversité de leurs activités et compétences, ainsi que sur leur **ancrage territorial et leur capacité à proposer des solutions d'emploi locales, au plus près des besoins du territoire.**

Ce manque de visibilité limite leur mobilisation, alors même que les SIAE constituent un levier opérationnel pour concilier achat public et objectifs d'inclusion.

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Haut-Rhin **Clauses Sociales**



Forum de l'Achat public inclusif (suite) :

FORUM DE L'ACHAT PUBLIC INCLUSIF

Rencontre entre acteurs de la commande publique et structures d'insertion sur le territoire de m2A

9 octobre 2025
14h30 - 17h30
Maison du territoire - Sausheim





Cofinancé par l'Union européenne



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Afin de pallier ces difficultés et de favoriser les mises en relation directes entre acteurs, MEF68, en partenariat étroit avec l'agglomération m2A et l'URSIEA, réseau représentatif des SIAE du territoire, a fait le choix d'organiser un forum de l'achat public inclusif, le 09 octobre 2025. L'implication de m2A, en tant qu'acteur majeur de la commande publique locale, a notamment permis de mobiliser largement les acheteurs du territoire. Ce temps dédié visait à créer un espace d'échanges, de rencontres et de découverte, permettant de rapprocher les acteurs de la commande publique et les SIAE du territoire.

Grâce à un partenariat :



CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL



Haut-Rhin Clauses Sociales

Forum de l'Achat public inclusif (suite) :

2.Objectifs :

À travers l'organisation de ce forum, MEF68 poursuivait plusieurs objectifs :

- Promouvoir la diversité des activités des SIAE, en mettant en lumière la richesse et la complémentarité des structures présentes sur le territoire ;
- Renforcer leur visibilité auprès des acheteurs publics, en facilitant les échanges directs dans un cadre dédié ;
- Encourager le recours aux clauses sociales, en sensibilisant les acheteurs aux possibilités offertes par les SIAE pour répondre aux obligations réglementaires et aux engagements en matière d'achats responsables (notamment dans le cadre du SPASER) ;
- Créer des connexions durables entre acteurs, en favorisant l'interconnaissance et l'émergence de futures collaborations.



CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Haut-Rhin Clauses Sociales



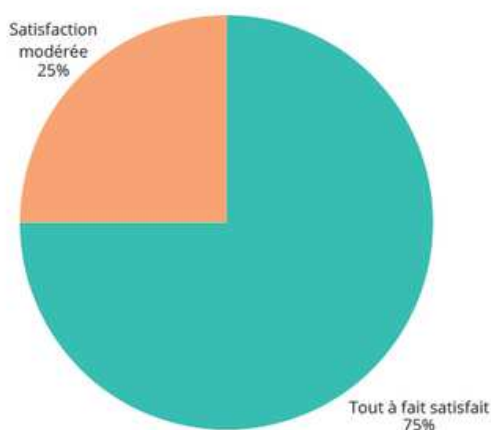
Forum de l'Achat public inclusif (suite) :

3. Chiffres clés :

- 28 SIAE participantes
- 50 acheteurs publics présents
- 3 ateliers thématiques avec 20 participants en moyenne / atelier

Le **questionnaire de satisfaction** met en évidence une très bonne appréciation globale de l'événement, avec une majorité de participants pleinement satisfaits.

Les échanges avec les structures et les ateliers ont été particulièrement appréciés, tandis que le principal point d'amélioration identifié concerne le temps jugé parfois trop court.



Satisfaction globale



Souhait de renouveler l'événement

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Haut-Rhin **Clauses Sociales**



5 / Les orientations 2026

Le bilan de l'année 2025 est très positif sur le plan quantitatif, avec plus de 70 000 heures supplémentaires réalisées au bénéfice des personnes éloignées de l'emploi. Cette progression significative traduit une montée en puissance du dispositif et une meilleure appropriation des clauses sociales par les acteurs économiques.

Par ailleurs, cette dynamique a favorisé la systématisation du recours aux clauses sociales par certains maîtres d'ouvrage. Elle a également permis d'ouvrir de nouvelles perspectives de collaboration, notamment avec des structures jusqu'alors peu engagées dans cette démarche en raison de la spécificité de leurs segments d'achat.

À ce titre, les Groupements Hospitaliers de Territoire Haute Alsace et du Centre Alsace, ont choisi de s'inscrire dans cette dynamique et ont décidé, dès janvier 2026, de s'appuyer sur cet accompagnement pour structurer et déployer une démarche sociétale durable.

D'un point de vue qualitatif, les clauses sociales ont également permis de faire émerger de nouvelles expérimentations. Parmi celles-ci, les Actions de Promotion des Métiers constituent un levier innovant, offrant aux entreprises des modalités d'engagement inclusif complémentaires aux seules heures d'insertion. Ces initiatives contribuent à renforcer l'attractivité des métiers, à diversifier les parcours d'accès à l'emploi et à favoriser des formes d'inclusion plus larges et pérennes.

Enfin, cette année confirme le rôle structurant des clauses sociales comme outil de politique publique, à la fois en matière d'insertion professionnelle et de développement des pratiques responsables au sein des organisations.

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Haut-Rhin **Clauses Sociales**



Retrouvez toutes les actus des Clauses Sociales :



CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Clauses environnementales

La clause environnementale : un levier pour la transition écologique



La clause environnementale dans les marchés publics s'inscrit comme un outil clé de la transition écologique, permettant aux acheteurs publics de concilier performance économique et responsabilité environnementale.



Enjeu : La commande publique représente 14% du PIB français – un levier puissant pour accélérer la transition écologique.

Échéance : Dès août 2026, la loi Climat et Résilience imposera l'intégration systématique de critères environnementaux dans les marchés publics.



Objectifs clés :

- **Réduire l'empreinte carbone** des achats publics (ex: véhicules propres, bâtiments bas carbone)
- **Favoriser l'économie circulaire** (recyclage, réemploi, matériaux durables)
- **Soutenir les entreprises engagées** dans des démarches RSE



Impact attendu :

- **Baisse des émissions** liées aux activités publiques
- **Création de filières vertes** locales
- **Exemplarité** des collectivités et de l'État

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Clauses environnementales

La clause environnementale : un levier pour la transition écologique



Enjeux stratégiques :

C'est dans cette optique que MEF68 se propose d'intervenir comme **facilitateur** de la clause environnementale, pour soutenir les donneurs d'ordre dans leur réflexion en leur apportant des outils pratiques.

1ères étapes en 2025 :

- Rencontrer et échanger avec les différents réseaux accompagnant la transition écologique ou proposant des solutions sur le territoire.
- Appréhender les dispositions de la clause environnementale
- Intégrer et co-construire le réseau de facilitation piloté par Grand Est Développement

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Développement des mobilités professionnelles

Salon de l'Orientation et de l'Évolution Professionnelle & de l'Emploi



MEF68 poursuit l'organisation du hall "évolution professionnelle et formation tout au long de la vie" depuis l'édition 2019, à la demande de m2A et grâce à une subvention de la Région Grand Est dans le cadre de la promotion de la formation tout au long de la vie et la mobilité professionnelle.

Pour rappel, les objectifs de ce hall sont les suivants :

- Concourir à l'évolution et à la sécurisation des parcours professionnels
- Valoriser les mesures favorisant l'évolution professionnelle
- Promouvoir et accompagner la formation tout au long de la vie



9 espaces thématiques (64 structures présentes) dans l'espace Évolution professionnelle

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Développement des mobilités professionnelles

Salon de l'Orientation et de l'Évolution Professionnelle & de l'Emploi



Des ateliers thématiques étaient proposés au public venu nombreux sur les deux espaces :

ATELIERS ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE
9^h30 - 10^h
Booster votre CV et votre profil en ligne _____ Espace multimédia ... Sémaphore
10^h15 - 10^h45
Comprendre et utiliser le Compte Personnel de Formation _____ CCI CAMPUS
11^h - 11^h30
Devenir entrepreneur : les bonnes questions à se poser _____ BGE Alsace Lorraine
11^h45 - 12^h15
Les outils numériques au service de votre évolution professionnelle _____ France Travail
13^h30 - 14^h
Salariés, découvrez les dispositifs pour changer de vie professionnelle _____ Transition Pro Grand Est
14^h15 - 14^h45
La formation, un tremplin pour l'emploi _____ Région Grand Est
15^h - 15^h30
Développer ses soft-skills pour l'employabilité _____ AFPA
15^h45 - 16^h15
Réseautage efficace : comment se connecter aux bonnes personnes _____ ARCA

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Développement des mobilités professionnelles

Salon de l'Orientation et de l'Évolution Professionnelle & de l'Emploi



En supplément et pour répondre aux demandes du territoire (entreprises, visiteurs, élus...) il a été proposé de tester l'organisation d'un hall "**emploi & recrutement**". Avec l'appui du service développement économique et du service communication de m2A ainsi que l'UIMM et France Chimie, la MEF68 a proposé de co-organiser cet espace avec l'équipe du Parc Expo.

ATELIERS EMPLOI & RECRUTEMENT

10h00 - 10h30
Travailler dans un pays frontalier, quelles démarches ? INFOBEST

10h45 - 11h45
Booster l'estime de soi professionnelle (atelier limité à 10 personnes) France Travail

13h30 - 14h00
Booster votre reprise d'emploi grâce aux aides à l'embauche France Travail

14h15 - 15h15
Alignez vos forces et vos atouts avec l'environnement professionnel qui vous correspond Institut Coaching et Accompagnement

15h30 - 16h30
S'épanouir et donner du sens à ce que l'on fait L Consulting



Ce sont au final 63 professionnels qui ont participé à ce nouvel espace :



57 entreprises



3 stands sectoriels représentant : la métallurgie (avec l'UIMM), le BTP (avec la FFB68) et le textile (avec le Pôle Textile Alsace)



3 partenaires métiers (France Travail, #jenesuispasunCV CCI, Exposition Ariane)

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL

Développement des mobilités professionnelles

Salon de l'Orientation et de l'Évolution Professionnelle & de l'Emploi



Les entreprises présentes :



#jenesuispaslcv
ADECCO
AMCOR SPECIALITY CARTONS
FRANCE SAS
ARKEDIA
B+T ENVIRONNEMENT SAS
BBC CELLPACK PACKAGING
BUTACHIMIE
CAF DU HAUT- RHIN
CAISSE D'ÉPARGNE GRAND EST
EUROPE
CONSTELLIUM - NEUF-BRISACH
CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES
CRÉDIT MUTUEL
CRM - CENTRE DE READAPTATION
DE MULHOUSE
DELPHARM
DMC
DSM NUTRITIONAL PRODUCTS
France
EDF HYDRO EST
EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES
EIS
EMERSON
ENDRESS+HAUSER
EUROGLAS GROUPE GLASTRÖSCH
EV SOZIALWERK MÜLLHEIM
EXPOSITION ARIANNE
FABEON
FÉDÉRATION FRANÇAISE DU
BÂTIMENT
FIVES CELES
FONDATION SAINT-SAUVEUR
FRANCE TRAVAIL
FREUDENBERG

GRDF
GROUPE BK
GHR MULHOUSE ET SUD ALSACE
GROUPE STIHLÉ
GROUPE SYNERLAB
JBT PLAST
JOHN COCKERILL
LIDL
LIEBHERR
MANUFACTURE DU HAUT-RHIN
MHI EQUIPMENT ALSACE SAS
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION /
M2A
N. SCHLUMBERGER
PÔLE TEXTILE ALSACE
PROMAN
RAS INTERIM
RATIONAL WITTENHEIM
ROESCH CONSTRUCTION
SATIS TT MULHOUSE
SCHAEFFER PRODUCTIQUE
SOFITEX
SOLEA
SUPPLAY
SYNERGIE INTERIM CDD
THK
TRENCH FRANCE SAS
U LOGISTIQUE
UIMM ALSACE
VEOLIA
VIALIS
VILLE DE MULHOUSE
VYNOVA PPC
WORKING SUCCESS

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Objectifs de l'action :

Diagnostic- accompagnement et retour à l'emploi durable ou acquisition de compétences et accompagnement dans l'emploi sur le territoire m2A et Ensisheim.

Description de l'action :

Le Plan local pour l'insertion et l'emploi est réglementé par l'article L5131-2 du Code du Travail. Il est basé sur la volonté des élus locaux d'augmenter les chances d'insertion et d'inclusion sur un territoire pour des publics cibles, orientés par des partenaires.

Le protocole Plie du territoire Mulhouse Alsace Agglomération et Ensisheim a été signé en 2022 pour une période de 5 ans. Il se terminera le 31 décembre 2026.

Son objectif est d'atteindre 2 250 personnes en parcours annuellement et de sortir à l'emploi au bout des 5 années 1 500 personnes. Les signataires sont : l'État représenté par le préfet du département du Haut Rhin, la Collectivité européenne d'Alsace, représentée par son Président, la Région Grand Est, représentée par son Président, la communauté d'agglomération mulhousienne m2A, représentée par son Président et la Commune d'Ensisheim, représentée par son Maire.

MEF68 est porteuse du Plan local pour l'insertion et l'emploi depuis 1993. Il couvre un territoire de 40 communes pour environ 279 000 habitants. Il comprend 7 territoires « Zones prioritaires » cartographiés sur les villes de Mulhouse, Illzach et Wittenheim.

Gestion du PLIE :

MEF68 est dotée d'une structure d'animation et de gestion (SAG) en charge de la coordination du dispositif du PLIE et de l'animation du réseau de référents. L'équipe d'animation est composée de 2 personnes : 1 chargé de mission et 1 chargée de projet.

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



L'accompagnement :

6 structures répondent aux besoins d'accompagnement des publics en difficulté du territoire de l'agglomération mulhousienne et Ensisheim. Ces structures organisent des permanences au plus près des habitants dans les communes de l'agglomération en fonction des demandes des communes ou des habitants en coordination avec MEF68, porteuse du dispositif. Le Plie se veut proposer des accompagnements personnalisés, adaptés et de proximité.

Les structures mobilisant l'accompagnement Plie : Aleos, CCAS Mulhouse, Ciarem, Réagir, Sémaphore Mulhouse Sud Alsace, CREPI.

Les prescripteurs :

Le partenariat du Plie s'appuie, pour les orientations des bénéficiaires du rSa, sur les prescriptions de la **Collectivité européenne d'Alsace** (CeA) au travers des instances mises en place sur le territoire de l'agglomération mulhousienne ainsi que celles de Guebwiller, pour la commune d'Ensisheim. L'équipe du Plie participe aux instances organisées par la CeA dans le cadre de l'accompagnement des bénéficiaires du rSa (cellules de coordination, équipes pluridisciplinaires).

Des prescriptions sont également réalisées grâce aux réunions d'informations collectives et d'entretiens individuels réalisés conjointement par **France Travail** (FT) et MEF68 au sein des 4 agences de Mulhouse ainsi que à l'agence de Guebwiller. Certaines structures orientent directement les publics vers le parcours Plie, au travers des permanences « emploi » internes. Certains partenaires tels que les Centres Communaux d'Action Sociale orientent également vers le Plie.

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Bilan 2025 :

Plusieurs rencontres partenariales lors des **10** réunions de 26 référents Plie, chez : France Travail, Euroformation, URSIEA, CeA, le Centre de réadaptation de Mulhouse (CRM), la CPAM – Centre d'examen de santé (CES), Maison sport santé, l'AFPA, IMEOS ...

2 réunions stratégiques des directions de 5 structures du PLIE avec également la participation de la CeA et de France travail.

Signature d'une nouvelle convention France Travail – MEF68 en 2025 pour 1 an l'orientation des demandeurs d'emploi de longue durée vers le Plie. Ce partenariat perdure depuis 2010

Les Chiffres 2025 :

Dans le cadre du partenariat :

26 revues de portefeuilles ont été réalisées dans les structures auprès des référents Plie par l'équipe MEF68. Ces revues permettent d'échanger avec chaque référent sur ses suivis, les actions à envisager, de proposer des réorientations ou des positionnements lorsque cela est nécessaire et de faire un point sur la situation globale des personnes accompagnées.

Participations aux équipes pluridisciplinaires, cellules de coordination et préparation des CEP Virtuelles de la CeA (1 chaque semaine).

Chez France travail, participation à **45 demi-journées d'Informations collectives** pour présenter l'accompagnement PLIE aux demandeurs d'emploi et leur proposer d'intégrer le dispositif.

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



ZOOM sur l'action du référent "levée des freins pour l'emploi" :

L'action a démarré en janvier 2024 et s'est poursuivie en 2025.

La mission :

Traiter les problématiques d'ordre administratif, liés au montage des différents dossiers.

Accompagner les bénéficiaires du PLIE, à faible autonomie, rencontrant de manière passagère ou dans la durée, des difficultés d'ordre familial, de santé, de logement, de garde d'enfants, de justice, d'ordre financier social constituant un frein à leur insertion sociale et professionnelle. Il s'agit d'une intervention « spécialisée », ciblée, à durée déterminée et cohérente dans un parcours d'insertion. Un diagnostic de la situation est réalisé par rapport à la demande initiale, la mobilisation d'outils et actions permettant la prise en charge exclusive et personnalisée de ou des problématiques liées aux freins identifiés représentant un obstacle à la progression du parcours en insertion du bénéficiaire.

Les principaux freins constatés en 2025 :

- Logement/DALO/contingent préfectoral : 72 demandes traitées
- Santé : 30 demandes traitées
- Administratif (CAF/MSA/CPAM) : 34 demandes traitées
- Financiers/FSL Energie/ Surendettement : 17 demandes traitées
- Justice : 13 demandes traitées

Nombres de freins traités en 2025 : **166 au total**

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



ZOOM sur l'action du référent "levée des freins pour l'emploi" :

Synthèse :

Le bilan met en évidence une fragilisation globale des familles, marquée par :

- Une tension forte sur le logement,
- Une détérioration de l'état de santé physique et mentale,
- Et une précarité financière croissante, nécessitant des interventions plus fréquentes et plus coordonnées.
- Les situations rencontrées sont complexes, souvent bien ancrées dans le temps et multiples finalement. En effet, on peut remarquer et repérer des demandes sous-jacentes qui émergent lors du traitement de la demande initiale.
- On constate, par ailleurs, que le traitement des demandes peut s'inscrire dans la durée du fait de plusieurs facteurs « ralentisseurs » combinés :
 - Délais de rendez-vous avec les institutions
 - Délais d'attente des documents nécessaires pour les dossiers
 - Délais pour les prises de rendez-vous avec les professionnels médicaux et pour les examens médicaux.
- On peut relever également que les personnes sont en grande souffrance, psycho sociale pour beaucoup, dans un déni de situation pour certaines. Ceci demande d'établir une confiance et une réelle adaptation à chaque situation et personne rencontrées.

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



ZOOM sur l'action du référent "levée des freins pour l'emploi" :

Témoignage de la référente :

Mon action repose sur une approche globale de la situation des personnes, en mobilisant un réseau de partenaires et en mettant en place des solutions adaptées à chaque besoin identifié. Mon rôle consiste à sécuriser les parcours en facilitant l'accès aux droits, en débloquent des situations complexes et en favorisant l'autonomie des personnes accompagnées.

Au-delà des démarches engagées, les actions mises en place permettent, pour de nombreux bénéficiaires, une réelle amélioration de leurs conditions de vie : accès à un logement adapté, ouverture ou rétablissement de droits, meilleure stabilité administrative et financière. Ces évolutions favorisent une reprise de confiance et une dynamique positive vers l'insertion professionnelle. Les retours des personnes accompagnées témoignent régulièrement de leur reconnaissance face à cet accompagnement, qui constitue souvent une étape clé dans leur parcours.

À titre d'illustration, l'accompagnement de Mme A. témoigne concrètement de l'impact de cet accompagnement global. Mme A. est une femme d'origine algérienne, arrivée en France à la suite de son mariage, après avoir quitté une situation professionnelle stable et qualifiée dans son pays d'origine. Isolée sur le territoire et confrontée à des violences conjugales, elle a dû être mise à l'abri en logement d'urgence via l'association LE PASSAVANT.

Dans ce contexte particulièrement fragile, je l'ai accompagnée dans l'ensemble de ses démarches :

- constitution de sa demande de logement social
- mobilisation du réseau de partenaires pour accélérer son accès à un logement
- orientation vers un avocat afin d'engager une procédure de divorce
- soutien global dans la gestion de sa situation administrative et sociale.

Grâce à la mobilisation du réseau partenarial, une proposition de logement lui a été faite à Colmar dans un délai de cinq mois, et le logement lui a été attribué. En lien avec l'assistante sociale de secteur, un FSL (fonds de solidarité logement) accès au logement a été mis en place pour faciliter son installation. J'ai également assuré la mise en relation avec l'association La Cité Réemploi pour l'équipement en mobilier et électroménager. Par ailleurs, bénéficiaire du RSA, j'ai pris attache avec l'association Contact Plus à Colmar afin qu'un référent lui soit rapidement désigné par la CEA.

Cet accompagnement coordonné a permis une évolution rapide et positive de sa situation : trois mois après son installation, Mme A. a signé un contrat à durée indéterminée au sein d'une boutique à Colmar. Elle maintient depuis un contact régulier pour partager ses avancées, témoignant ainsi de l'importance de cet accompagnement dans son parcours.

Sylvie KUENEMANN

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



LES ACTIONS PHARES pour l'année 2025 :

FORUM EMPLOI MAI 2025



Le PLIE a organisé la 3^{ème} édition du Forum, le 27 mai 2025 intitulé « **Venez trouver des clés pour rebondir !** ».

Le forum a eu lieu au Centre Socio-culturel Brustlein-Lavoisier de 9h à 12h et de 13h à 16h.

La manifestation était adressée à tous les bénéficiaires du PLIE accompagnés dans leur recherche d'emploi par les référents socioprofessionnels mais également aux habitants du quartier Brustlein. (Invités par France travail agence Verriers et par le CSC Brustlein-Lavoisier).

L'objectif de la manifestation a été de proposer une palette non exhaustive d'outils à mobiliser pour les personnes en parcours d'accompagnement à l'emploi et leur permettre d'avoir une réponse à un problème qui constitue un frein à leur employabilité.

Cette journée a accueilli 277 personnes et mobilisé une trentaine de partenaires.

Plusieurs espaces proposés :

- Emploi & formation
- Les métiers qui recrutent
- Logement
- Mobilité
- Juridique, financier et accès aux droits et retraite
- Bilan d'orientation
- et sport

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



LES ACTIONS PHARES pour l'année 2025 :

FORUM EMPLOI MAI 2025

2 ateliers d'initiation à la sophrologie, 4 ateliers de simulations d'entretiens et 6 mini-conférences sur plusieurs thématiques (Les nouveautés de France travail, le surendettement, l'offre de service de France service et l'importance de l'activité physique en lien avec le retour à l'emploi) ont été proposés.

RETOUR EN IMAGES :



ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



LES ACTIONS PHARES pour l'année 2025 :

ACTION COACHING NUTRITION avec le soutien du FONDS DOTATION CAISSE D'ÉPARGNE

A la demande des référents PLIE et pour les aider dans leurs accompagnements, une nouvelle action expérimentale a vu le jour en 2025 : **le coaching nutrition.**

Le coach en nutrition aide dans l'élaboration de plans alimentaires personnalisés et dans le conseil en matière d'alimentation. Sa spécialité est d'aider les individus à adopter des habitudes alimentaires saines et équilibrées afin d'atteindre leurs objectifs de santé et de bien-être.

14 bénéficiaires ont bénéficié de cette action.

Les résultats sont très positifs, entre la perte de poids, le rééquilibrage alimentaire, la reprise de confiance en soi, la reprise du sport...

Cette action se poursuit en 2026, avec la :

Fondation



CAISSES D'ÉPARGNE
pour la solidarité

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Témoignage d'un référent PLIE du CIAREM qui a prescrit du coaching nutrition pour une de ces bénéficiaire

J'accompagne une bénéficiaire du RSA entrée dans le dispositif PLIE, il y a un peu moins de deux ans. Au départ, il s'agissait d'une personne très en retrait, peu dans l'échange, avec une estime de soi très fragilisée liée à un parcours de vie difficile. Elle était dans une forme de repli, avec peu de dynamique d'insertion et une tendance à l'évitement.

Sur le plan de la santé, elle présentait également des problématiques importantes, notamment du psoriasis sévère lié au stress, ainsi qu'un rapport à l'alimentation déséquilibré, avec une consommation importante de sucre et une prise de poids. Elle exprimait elle-même un mal-être global, à la fois physique et psychologique.

Dans ce contexte, l'intégration à l'action nutrition a été proposée. Très rapidement, le lien avec la diététicienne s'est installé, ce qui a été déterminant. L'accompagnement a permis un travail en profondeur sur les habitudes alimentaires, en tenant compte des contraintes budgétaires, ce qui est essentiel pour notre public.

Concrètement, il y a eu :

- une réorganisation progressive de son alimentation,
- un travail sur les addictions alimentaires, notamment le sucre,
- la mise en place d'objectifs réalistes et suivis dans le temps,
- et un accompagnement régulier, structuré et bienveillant.

Les résultats ont été significatifs en quelques mois :

- une perte de poids significative,
- une amélioration visible de son état de santé, notamment cutané,
- mais surtout une transformation très nette de son rapport à elle-même.

Au-delà des aspects physiques, c'est une véritable réappropriation de son corps et de son image qui s'est opérée. La bénéficiaire s'est progressivement ouverte, a gagné en confiance et en estime de soi. Ce changement a eu des effets directs sur sa dynamique d'insertion.

Aujourd'hui, elle est dans une posture active :

- elle a engagé des démarches professionnelles,
- elle a décroché une opportunité dans un institut en tant que prothésiste ongulaire,
- et elle est en projet de création d'activité, avec une réflexion structurée sur la suite de son parcours, incluant le passage d'un CAP esthétique.

Cet exemple montre que l'action nutrition ne se limite pas à "manger mieux". Elle constitue un véritable levier de remobilisation globale, notamment pour des publics confrontés à des problématiques de santé comme le cholestérol, le diabète ou des troubles liés au stress.

C'est un outil que nous utilisons comme point d'entrée pour travailler la réappropriation du corps, la confiance en soi en vu d'une construction ou d'une confirmation de projet. Les bénéficiaires y adhèrent fortement, car ils en perçoivent rapidement les effets concrets dans leur quotidien.

Votre soutien permet précisément de rendre possible ce type d'accompagnement, avec des résultats visibles, durables et structurants pour les parcours de vie des personnes que nous accompagnons.

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



LES ACTIONS PHARES pour l'année 2025 :

AMI SENIORS

MEF68 a répondu à un appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par la Région Grand Est, portant sur la mise en place d'une action expérimentale à destination des personnes de 55 ans et plus, pour l'année 2025.

Suite à l'obtention du financement régional, il a été décidé de cibler exclusivement les bénéficiaires du PLIE.

Deux sessions ont été programmées : en septembre 2025 et en mars 2026.

La première session a réuni 16 participants. Le parcours comprenait :

- des ateliers collectifs ;
- des immersions en entreprise, permettant de valider ou d'affiner un projet professionnel.

Cette action vise à redynamiser les parcours d'insertion des bénéficiaires, à renforcer leur confiance en eux et, lorsque cela est possible, à favoriser leur retour à l'emploi.

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Les Chiffres 2025

1230 prescriptions vers le dispositif ont été réalisées, parmi ces personnes, **855** ont intégré le dispositif d'accompagnement.

Les motifs de non-intégration sont les suivants : Procédure de sanction en cours, hors critères, orientations non adaptées au dispositif d'insertion professionnelle. Les personnes ont un cumul de freins trop importants pour permettre l'accompagnement (méconnaissance de la langue française, santé trop fragile, incompatibilité avec une reprise d'emploi, problème de garde d'enfants cumulés à des problématiques de mobilité entraînant des demandes de réorientation sociales, ou un retour vers France Travail).

Une fois l'entrée du Plie validée par l'équipe d'animation du Plie, le référent, met en place les différentes étapes de parcours dont l'objectif à atteindre sera l'autonomie de la personne vers l'emploi ou sa montée en compétences.

Il s'appuiera sur les outils mis à sa disposition dans le droit commun ou sur des actions spécifiques organisées par le Plie et fera appel à la mobilisation des partenaires sociaux, notamment lorsqu'il s'agira de mettre en place des parcours d'accès à un logement, de résoudre des problèmes d'accès aux droits, notamment rupture de droits CAF, maladie, etc.

Le référent de parcours Plie mobilise les **structures d'insertion par l'activité économique (SIAE)**. Chaque référent du Plie dispose d'un profil sur la plateforme d'inclusion et peut positionner ses suivis. En 2025, **1 150** candidatures ont été déposées. **102** candidatures ont été acceptées. Le taux de personnes acceptées est en baisse de 9 % par rapport à 2024. Le taux de **rejets** des candidatures atteints les **79 %** pour cette année contre 69 % au niveau national. **Comme déjà surligné l'année dernière l'insertion par l'activité économique ne semble plus répondre aux besoins d'insertion de nos publics contrairement aux autres années, notamment l'accès aux chantiers d'insertion qui reste difficile.**

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Les Chiffres 2025

2 331 personnes ont bénéficié d'un parcours Plie soit une **hausse de 5 %** par rapport à 2024.

La durée moyenne des parcours Plie est de **23,15 mois** soit une **amélioration de 6 mois** par rapport à 2024.

Le nombre de personnes accompagnées depuis + de 60 mois (5 ans) est de 177 soit le 7,6 % des personnes intégrées.

En revanche le nombre de personnes en parcours entre 36 et 60 mois est de 238 soit 10,2 %.

739 sorties ont été réalisées dont 270 sorties pour emploi, création d'entreprises ou obtention d'une formation qualifiante, diplômante ou certifiante. Le taux de sorties positives est de 36,54% (-5,9 points par rapport à 2024). Cependant, si l'on ajoute les sorties autres (amélioration de la situation), le taux de sorties pour activité est de **53,54 %**.

Les problématiques rencontrées sont :

- la durée d'inactivité à l'entrée dans le Plie (45 mois),
- le logement,
- la garde d'enfants,
- la santé psychique et physique,
- la méconnaissance de la langue française,
- la mobilité,
- l'absence de projets professionnelles,
- l'inadéquation des compétences des publics à la demande d'insertion.



ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Les Chiffres 2025

L'activité des référents en 2025 :

Nombre de référents sur le dispositif : 25, dont 24 référents de parcours Plie et 1 référent « levée des freins administratifs dans le cadre du Plie ».

23 100 entretiens ont été réalisés ce qui représentent 13 418 heures.

Dans le cadre des actions financées pour le Plie :

- **166** participants ont pu être orientés vers l'action Mediacycles (auto-école sociale du territoire)
- **109** participants ont été orientés vers l'action POPE portée par Réagir pour la définition des choix professionnels
- **61** participants ont bénéficié d'un soutien dans la gestion de leur stress par la sophrologie
- **34** participants ont bénéficié d'heures de conduite avec l'appui d'un soutien financier.

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Les Chiffres 2025

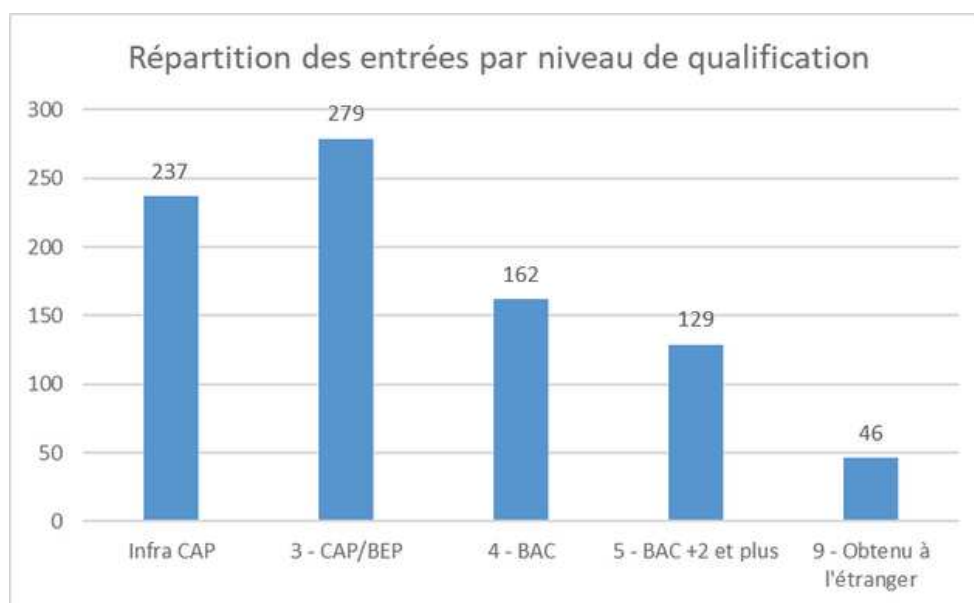
Les entrées : 855 personnes

855 intégrations PLIE dont :

• DELD	161
• RSA	634
dont inscrits France Travail	604
• Autres publics en difficulté	60

Un bénéficiaire peut cumuler plusieurs critères d'entrée.

Par niveau de qualification :



Les faibles niveaux de qualification occupent toujours une place importante avec une légère augmentation des diplômes obtenus à l'étranger par rapport à 2024.

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Les Chiffres 2025

Répartition par sexe

Hommes	446
Femmes	409

Durée moyenne d'inactivité à l'entrée du Plie : 45,17 mois

PARCOURS

Durée d'accompagnement	Homme	Femme	Total
mois de 6 mois	619	556	1175
entre 6 et 12 mois	176	128	304
entre 12 et 24 mois	227	185	412
entre 24 et 36 mois	72	78	150
plus de 3 ans	144	146	290
	1238	1093	2331

2331 personnes ont été accompagnées.

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Les Chiffres 2025

Les parcours d'insertion

Etape	Nombre d'étapes de parcours			Moyenne d'étapes en parcours		
	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes
TOTAL	5 082	2 628	2 454	2,18	2,12	2,25

Répartition des étapes de parcours

	TOTAL	Hommes	Femmes
Mobilisation	2 691	1 380	1 311
Emplois de parcours	886	455	431
IAE	502	323	179
hors IAE :	358	115	243
Contrats aidés	36	8	28
Contrats non aidés	322	107	215
Emploi de sortie	284	125	159
Formation	366	183	183
Médiation à l'emploi	769	429	340
Création d'entreprise	86	56	30

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Les Chiffres 2025

Les sorties :

Nombre de sorties « positives » : 270 personnes

Taux de sorties Positives : 36,54 % soit une baisse de 5,9 points par rapport à 2024.

Pour rappel, sont considérées comme sorties positives Plie toute période d'activité d'une durée de 6 mois minimum, cdd ou cdi à mi-temps minimum, création d'entreprises, validation d'une montée en compétences qualifiante ou diplômante ou création d'entreprises.

Taux d'activité à la sortie : sorties positives et sorties pour amélioration de situation sur une activité emploi, formation, création d'entreprise : **53,54 %** de taux d'activité

Les autres types de sorties :

Parmi les autres types de sorties réalisées, les abandons de parcours représentent 34 % du total des sorties avec une forte représentation des hommes dans la catégorie des sorties pour changement de dispositif.

Les changements de dispositifs regroupent pour l'essentiel, des réorientations vers des accompagnements sociaux pour les bénéficiaires du rSa et vers France Travail pour les non Brsa.

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Les Chiffres 2025

Analyse des sorties positives :

Répartition par types de sorties

Type	Homme	Femme	Total	% des sorties totales
Positive	134	135	270	36,54%
CDD 6 mois et +	23	46	69	9,00%
CDI	28	42	70	9,00%
Certification professionnelle	6	4	10	1,00%
Contrat d'Apprentissage	1	0	1	0,00%
Contrat d'insertion EI	6	0	6	1,00%
Contrat d'insertion ETTI	2	0	2	0,00%
Création d'entreprise > 6 mois	31	18	49	6,00%
Formation qualifiante > 6 mois	20	19	39	5,00%
Intérim >= 6 mois	17	7	24	3,00%

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Les Chiffres 2025

Analyse des sorties positives :

Répartition par secteurs d'activité (les 10 premiers)

	Total	Hommes	Femmes
Santé humaine et action sociale	52	16	36
Activités de services administratifs et de soutien	50	24	26
Autres activités de services	41	24	17
Enseignement	25	9	16
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	23	11	12
Hébergement et restauration	17	7	10
Administration publique	13	2	11
Arts, spectacles et activités récréatives	12	6	6
Industrie manufacturière	11	7	4
Transports et entreposage	11	10	1

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Les témoignages :

Témoignage d'un référent PLIE : Meradi Mehdi, Sémaphore



J'ai eu l'opportunité d'accompagner A. dans son parcours professionnel. Au départ, je l'accompagnais dans le cadre du dispositif CEJ (Contrat d'Engagement Jeune). Dès le début, elle s'est montrée très investie dans sa recherche de connaissances, d'emploi ou de formation. Chaque fin de semaine, elle m'envoyait un mail détaillant ses démarches (ateliers, recherches de stage, etc.) et m'expliquait en quoi ces actions lui avaient été utiles dans ses recherches de stage, de formation ou d'emploi.

C'était une jeune femme qui avait peur et qui doutait d'elle. Au fur et à mesure de nos rendez-vous, j'ai pu constater qu'elle possède une forte capacité d'adaptation, ainsi que la volonté de dépasser sa timidité pour avancer dans sa vie professionnelle et personnelle.

Lorsqu'elle a atteint l'âge requis, je lui ai proposé de poursuivre l'accompagnement en tant que référent RSA, ce qu'elle a accepté avec plaisir. À partir de ce moment, j'ai redécouvert A. : une femme motivée, déterminée et consciente de ses objectifs.

Suite à ses stages, elle a rapidement trouvé sa place et s'est sentie à l'aise dans son environnement professionnel. Le dernier coup de pouce que je lui ai apporté a été de lui rappeler qu'elle est tout à fait capable de travailler comme tout le monde et qu'il est essentiel d'oser poser la fameuse question : « Est-ce que vous recrutez ? ».

Aujourd'hui, A. est en contrat CDD, avec une possible titularisation en septembre 2026, ce que je lui souhaite pleinement.

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Les témoignages :

Témoignage de Lucile Neale, Sophrologue certifiée – Intervenante auprès des bénéficiaires du PLIE



Dans le cadre du dispositif PLIE, j'ai accompagné une personne traversant une période de vulnérabilité à la suite de deux événements traumatisants rapprochés. Lors des premières séances, l'accompagnée présentait une profonde tristesse, un isolement dans le quotidien ainsi que des troubles du sommeil marqués par des cauchemars fréquents et des réveils le matin en se sentant toujours fatigués.

L'accompagnement mis en place s'est construit progressivement, dans un cadre sécurisant, respectueux du rythme de la personne et centré sur la régulation du stress, des émotions et la reconnexion aux ressources personnelles. La sophrologie a constitué un outil de soutien dans ce processus, en lui permettant d'apprendre à mieux apaiser son système nerveux, et reprendre contact avec ses sensations et ses capacités.

L'évolution observée s'est également appuyée sur une implication régulière de Madame. Malgré les difficultés traversées et des périodes de découragement, elle a poursuivi les séances et pratiqué les exercices proposés dans son quotidien. Les outils transmis au fil de l'accompagnement, qu'elle a progressivement réussi à intégrer dans sa vie de tous les jours, lui ont permis de redevenir actrice de son quotidien, et une forme de stabilité dans des moments vécu jusque-là comme une réelle détresse. L'engagement et l'accompagnement ont progressivement permis une diminution de la charge mentale, une amélioration du sommeil avec la disparition des cauchemars et le retour de nuits plus réparatrices.

Au fil du suivi, elle a également repris confiance en ses ressources et en sa capacité à avancer par étapes. L'accompagnement lui a offert un espace pendant lequel elle a pu exprimer sa tristesse sans jugement, tout en prenant conscience qu'il était possible de laisser le temps faire son œuvre à petits pas. Cette évolution, construite dans la durée grâce au travail engagé ensemble et à son investissement personnel, s'est concrétisée par une reprise progressive de confiance, une plus grande sécurité dans les sorties du quotidien, jusqu'à un éventuel retour vers l'emploi qui est venu marquer une étape importante de son parcours.

ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS TRÈS ÉLOIGNÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - PLIE



Merci à nos partenaires...

CCAS Mulhouse, Ciarem, Aleos, Sémaphore Mulhouse Sud Alsace, REAGIR Illzach, Collectivité européenne d'Alsace, France Travail, Région Grand Est, Structures d'Insertion par l'Activité Économique, Organismes de formations, entreprises.

... et aux financeurs de l'animation du Plie :

Fonds social européen FSE +, Collectivité européenne d'Alsace, m2A, Ville d'Ensisheim.





Détail des priorités 2025 gérées par MEF68 :

En 2025, MEF68 a assuré la gestion de plusieurs appels à projets dans le cadre du FSE+, structurés autour de trois priorités stratégiques, déclinées en objectifs spécifiques.

Priorité 1 : Inclusion sociale et insertion professionnelle

Elle s'articule autour de deux objectifs spécifiques :

- OS H : Favoriser l'accompagnement global des publics éloignés de l'emploi et à renforcer leur insertion durable, notamment via le dispositif PLIE,
- OS L : intégration sociale des personnes exposées aux risques de pauvreté, notamment par l'accès aux droits, au logement et la lutte contre le sans-abrisme

Sur l'année 2025, cette priorité représente :

- 4 appels à projets (AAP GESTOI 1318, 1319 1635 et 1805)
- 20 Opérations programmées

Priorité 2 : Accès à l'emploi, en particulier pour les jeunes

Elle repose sur l'objectif spécifique suivant :

- OS A : Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation, notamment pour les jeunes, en développant des parcours d'insertion adaptés et en renforçant leur employabilité

Sur l'année 2025 cette priorité représente :

- 1 appel à projets (GESTOI 1696)
- 1 opération programmée

Priorité 6 : Innovation sociale

Elle s'appuie sur l'objectif spécifique suivant :

- OS H : Développer l'innovation sociale, en soutenant des projets d'expérimentation permettant de répondre à des besoins émergents ou insuffisamment couverts

Sur l'année 2025, cette priorité représente :

- 1 appel à projets (GESTOI 1618)
- 0 opération programmée

Au total, en 2025, MEF68 a géré :

- 7 Appels à projets
- 21 opérations programmées

FINANCEMENT EUROPÉEN

Le Fonds social européen +



Cofinancé par
l'Union européenne

Objectifs conventionnés sur la période 2022-2027 :

Priorité 1 OSH (accompagnements et levée des freins)	Femme	Homme	Atteinte de l'objectif
Chômeurs/inactifs :	1231	1258	100%
Chômeurs de longue durée	657	742	56%
Personnes en situation de handicap	83	90	7%
Priorité 1 : OS L (actions sociales)	Femme	Homme	Atteinte de l'objectif
Sans domicile fixe ou en inclusion du logement	37	54	86%
Priorité 2 : OS A inclusion active des jeunes - 30 ans	Femme	Homme	Atteinte de l'objectif
Jeunes de -30 ans	14	26	15%

Indicateur de programmation et de certification :

OBJECTIFS	Montant certifié			Montant programmées 2025	Total engagé	Total subvention globale	Taux d'atteinte
	2022	2023	2024				
1H	38 934,91 €	1 049 388,23 €	1 187 283,23 €	1 466 210,49 €	3 741 816,86 €	6 344 080,34 €	58,98%
1L	0,00 €	93 551,49 €	94 626,43 €	140 795,00 €	328 972,92 €	627 868,23 €	52,40%
2A	0,00 €	65 698,94 €	90 103,22 €	53 130,00 €	208 932,16 €	322 438,00 €	64,80%
6H	0,00 €	0,00 €	33 219,20 €	171 373,00 €	204 592,20 €	563 250,01 €	36,32%
MONTANT	38 934,91 €	1 208 638,66 €	1 405 232,08 €	1 831 508,49 €	4 484 314,14 €	7 857 636,58 €	57,07%

En 2025, MEF68 a été sollicitée par la DREETS pour envisager la gestion d'une enveloppe de Fonds de transition juste (FTJ). Cette proposition s'inscrit dans la reconnaissance de notre expertise en matière de gestion des fonds européens. Les modalités de gestion et l'attribution de ce FTJ nous a été validé fin décembre 2025 pour une mise en œuvre opérationnelle à partir de 2026 et jusqu'en 2028.



Initiateur d'actions pour l'emploi & l'économie

**MERCI POUR
VOTRE ATTENTION !**